



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

«Ceux qu'on a trop longtemps tondus en caniches gardent encore une mâchoire de loup, pour se défendre, pour attaquer, pour faire la grève.»
Jacques Prévert



L'offensive

c'est maintenant!

Editorial



Quand vous lirez ces quelques lignes, vous serez sûrement en train de marcher sur le bitume parisien, entouré de milliers d'autres travailleurs, précaires et chômeurs manifestant contre la loi Macron et, de manière générale, contre la politique de François Hollande. Le 9 avril, c'est la date choisie par la CGT, FO et Solidaires pour faire entendre le ras-le-bol du monde du travail contre des ministres et un président qui n'en finissent plus de répondre favorablement à la moindre exigence du Medef. En cela, la gauche parlementaire remplit parfaitement son rôle historique: celui d'attaquer les droits des travailleurs en période de crise. La droite, elle, si elle en rêve, n'est pas toujours en mesure d'y parvenir, ne réussissant que plus difficilement à mettre de son côté certaines grandes centrales syndicales (CFDT). Rien de surprenant, donc, à ce que le président Hollande soit bien loin du candidat qu'il était en 2012 et des promesses qu'il déclamait dans les médias dans l'espoir d'être élu. La gauche parlementaire n'a jamais vraiment servi les intérêts des travailleurs et elle se révèle même à nouveau aujourd'hui en être le fossoyeur. La loi Macron, comme les précédentes mesures adoptées (CICE, ANI, pacte de responsabilité), fait du pied au patronat en lui offrant quantité de cadeaux fiscaux et en instaurant la flexi-sécurité comme mode de gestion du marché du travail: licencier plus facilement pour embaucher plus facilement; préciser les contrats de travail pour embaucher plus facilement. La précarité et les licenciements en rafale, ça, on connaît. L'embauche, en revanche, on attend toujours. En fait, on n'attend plus rien. Depuis longtemps. On a compris, enfin, qu'il n'y avait rien à attendre de l'État. Notre émancipation n'est pas dans l'hémicycle. Elle est dans la rue et dans la grève.

Sommaire

Actualité

Finissons-en avec leurs lois! par Gpe Salvador-Seguí, page 3

Radio France n'est pas le problème, par Christiane, page 4

MoryGlobal: on liquide et on s'en va, par R. Pino, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Semaine agitée sur la ZAD d'Echillais, par ZAD Lyon, page 7

Les spécialistes des plans pauvreté, par Justhom, page 8

International

Rencontres anarchistes méditerranéennes, par RAM, page 9

Arguments

L'enjeu de la technique, par J.-P. Tertrais, page 10

«Il faut changer l'organisation du travail», par E. Beynel, page 12

Bakounine contre l'insurrectionnalisme, par R. Berthier, page 14

Qu'est-ce que la gestion directe? par FA, page 18

À lire

Le Musée du soir réuni en un volume, par J.-D. Gautel, page 20

Les anarchistes d'Occupy Wall Street, par A. Bernard, page 21

Illustrations

Faujour, Kalem, Krokaga, Yann

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Macron, Rebsamen...

Finissons-en avec leurs lois !

LA DÉRÈGLEMENTATION SELON MACRON



Si nous sommes à nouveau dans la rue et en grève ce jeudi 9 avril 2015, c'est pour nous attaquer à la loi Macron, passée en force à l'Assemblée et en passe d'être examinée au Sénat. Mais c'est aussi pour prévenir les nouvelles attaques antisociales, déjà au programme d'un gouvernement qui prend prétexte de la crise pour précariser le marché du travail et répondre aux exigences capricieuses d'un patronat arrogant et cynique.

La loi Macron n'est pas une fatalité

Certes, la loi Macron est passée à l'Assemblée et son examen au Sénat n'est qu'une formalité sans grandes conséquences. Mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras et passer à autre chose. En 2006, un puissant mouvement social avait réduit à néant le CPE, pourtant lui aussi passé en force à l'aide de l'article 49-3. Les institutions parlementaires – qui traduisent bien souvent en lois la destruction de nos droits – peuvent ne pas faire le poids face à des travailleurs qui grèvent et marchent ensemble par milliers.

Rappelons-le, la loi Macron est un condensé d'attaques contre nos droits qui n'auraient rien de bon pour notre condi-

tion de travailleurs : travail le dimanche et la nuit, application des dispositions du Code civil au contrat de travail (autrement dit : enterrer le Code du travail), sécurisation de la délinquance patronale (sanctions financières en lieu et place d'un recours au pénal pouvant aboutir à des peines de prison), casse des prud'hommes (possibilité d'envoyer les affaires directement chez un juge professionnel), etc. Des mesures qui viennent rejoindre celles de la loi dite de la sécurisation de l'emploi votée en 2013 : mobilité forcée, baisse de salaire pendant deux ans sous prétexte de crise et modification de la notion de licenciement économique.

Après Macron, Rebsamen

On en cause moins dans les médias, mais l'ombre de la loi Rebsamen se dessine déjà à l'horizon. Marchant main dans la main avec celle de Macron, elle entend s'attaquer au dialogue social (élargir la délégation unique du personnel qui fusionne en une entité toutes les institutions représentatives, rogner sur les prérogatives du CHSCT – notamment sa possibilité d'aller en justice et de recourir à des experts privés –, etc.) et

à la réglementation du temps de travail, en « assouplissant » davantage les conditions permettant à une entreprise de baisser les salaires tout en augmentant le temps de travail.

Notre combat n'a pas de limite

Si l'on peut saluer l'appel unitaire à la grève et à la manifestation lancé par la CGT, Solidaires et FO, on est en droit de regretter que celui-ci ne concerne qu'une journée. Il ne tient dès lors qu'à nous de faire en sorte qu'il soit reconduit, à la base, dans nos boîtes. Car nos intérêts de travailleurs ne seront pas satisfaits en une journée de balade sous le soleil printanier. Et si le gouvernement finit par reculer, ce ne sera jamais que pour mieux réattaquer plus tard. Toutes ces lois sont le produit logique et cohérent d'un système : celui de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la folle course à la valorisation du capital. Et ce n'est qu'en s'attaquant frontalement à l'économie et à l'État que nos luttes porteront en elles de réels espoirs d'émancipation.

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Radio France n'est pas un problème, c'est une solution!

Nouvelle déco pour le patron de Radio France



CELA FAIT MAINTENANT SEIZE JOURS que les salariés de Radio France sont en grève. Ils réclament un véritable projet d'avenir, et non le démantèlement de la radio de service public. Or, plus le temps passe, plus les éléments de langage s'accompagnent de contre-vérités.

Le vrai du faux de la com de Mathieu Gallet

– « **Ma seule erreur, c'est de ne pas avoir été plus expansif.** » VRAI! C'est le moins qu'on puisse dire. Cela fait des mois que nous attendons un projet, notre PDG n'évoque toujours que des « pistes »: le numérique, l'accueil du public, la publicité qu'il faudrait développer. Il nous parle de format et pas de contenu, de salles et pas d'orchestre, de coûts et pas de ressources.

– « **Si rien n'est fait, on ne passera pas l'été.** » VRAI MAIS... dans la presse et sur les plateaux télé, Mathieu Gallet n'évoque pas le chantier de réhabilitation de la maison de la radio. Or, c'est l'une des raisons majeures des difficultés budgétaires actuelles. Et les salariés n'en sont pas responsables.

– « **Il faut changer un modèle en bout de course.** » FAUX! Radio France ne coûte pas cher: entre 10 et 15 euros par an et par contribuable pour: six chaînes, quarante-quatre locales, quatre formations musicales, des sites d'information, de la recherche sonore, etc.

ET NON... les salariés de Radio France ne sont pas des nantis. Depuis des années, il n'y a plus d'augmentation générale des salaires, et la plupart des salaires ne suivent pas l'inflation. Un journaliste à Bac +5 et 4 années de CDD commence sa carrière à 1 900 euros nets. Producteurs, réalisateurs, attachés de production, journalistes, techniciens, travaillent bien souvent sous des contrats précaires, au total 700 Equivalents Temps Plein (postes).

MAIS cela n'est pas le sujet: les grévistes ne réclament aucune augmentation de salaires, simplement le droit de continuer à faire de la radio de qualité.

ET PUIS NON! Deux orchestres ce n'est pas du luxe. En Allemagne, la radio en a quatre. Si vous supprimez l'orchestre national, qui ira à la rencontre des citoyens qui

vivent dans des déserts culturels? Il n'y a pas trop d'orchestres en France, il n'y en a pas assez.

– « **Il n'y a que 6 à 7 % de grévistes.** » FAUX! Ce chiffre doit être multiplié par trois ou quatre. Radio France étant une entreprise qui tourne 24 heures sur 24, à l'heure du pointage des grévistes seul un tiers des effectifs est présent.

« Je voudrais être le patron qui a su réformer l'entreprise pour 2020. » SO WHAT? Les personnels de Radio France ne sont pas opposés à toute réforme. Mais la radio qu'imagine Mathieu Gallet en 2020 est une radio uniformisée et plus commerciale. Une radio qui abandonne sa mission de proximité avec le démantèlement acté des radios locales. Une radio qui abandonne ses missions de service public (informer, éduquer, divertir). Nous ne travaillons pas pour l'audience. Nous travaillons pour le vivre-ensemble.

Non, Monsieur Gallet, Radio France n'est pas un « problème », VOUS en êtes un.

Christianne

Une salariée de Radio France

MoryGlobal

On liquide et on s'en va

L'INVERSION DE LA COURBE DU CHÔMAGE? C'est pas demain la veille, surtout avec des liquidations d'entreprises comme MoryGlobal; 2 150 licenciements en vue pour cette entreprise de transport routier. Petit retour en arrière: MoryGlobal (ex-Mory Ducros, numéro 2 français de la messagerie) était en redressement judiciaire depuis le 10 février. Tout s'est accéléré et sa liquidation a été décidée le 31 mars par le tribunal de commerce de Bobigny. Auparavant, il y a déjà un an, un premier plan social avait abouti à 2 800 départs (sur environ 5 000 salariés). Aujourd'hui, on liquide le reliquat, les 2 150 qui restaient. C'est l'une des plus grosses faillites en France depuis Moulinex en 2001, et pourtant la couverture médiatique n'a pas vraiment été à la hauteur. Hasard? La presse papier (à part *L'Humanité*) a parcimonieusement diffusé l'acte de décès de l'entreprise. Quant à la TV, ce fut évoqué, plus que brièvement, coincé entre crash d'A320 et affaires de pédophilie dans l'Éducation nationale. On a les priorités qu'on peut sur nos petits écrans. Du côté de la classe politique, on est loin des déclarations fracassantes d'il y a un an, quand Arnaud Montebourg claironnait qu'avec une stratégie volontariste imposée au patronat on pouvait sauver une entreprise (comme ArcelorMittal à Florange?). Il fanfaronnait, notre Arnaud, répétant à l'envie qu'il avait trouvé un repreneur et un bon – Arcole Industries –, sans tiquer sur le fait que ce «nouveau» repreneur était le principal actionnaire de MoryGlobal dont il avait déjà déposé le bilan en novembre 2013, avant de se représenter comme repreneur et d'empocher 17,5 millions d'euros généreusement accordés par le gouvernement, par le biais du FESD (Fonds économique et social de développement), sans oublier le gel des créances sociales et fiscales par ce même gouvernement. 17,5 millions d'aide de l'État qui devaient être réinjectés dans l'entreprise. Arcole Industries en préleva 7,5 au passage. Pour en faire quoi? Et les 2 800 licenciés? Pas de problème pour Montebourg, on allait les recaser: RATP, la Poste... C'est pas les points de chute qui manquaient, et c'était dans les accords. On a vu, ou plutôt on n'a pas vu grand-chose. Mais le passé, c'est le passé; aujourd'hui, Montebourg n'est plus aux affaires, du moins pas les mêmes, puisqu'il s'est mis en retrait de la vie politique pour rejoindre le monde de l'entreprise, créer la sienne (mais pas pour reprendre MoryGlobal, faut pas déconner!). En haut lieu, on fait le dos rond et on prend une mine de circonstance. Manuel Valls, Premier ministre, déclare: «Le gouvernement essaie de trouver une



solution.» François Rebsamen, ministre du Travail, a promis «un dispositif exceptionnel» pour accompagner les licenciés car, précise-t-il, «je vis cela comme un drame, je comprends la colère des salariés, mais le gouvernement n'est pas responsable» et Stéphane Le Foll, porte-parole, d'enfoncer le clou: «La situation héritée de 2012 ne nous a pas permis de sauver les emplois.»

«C'est pas moi, c'est les autres»

Pas responsables, la faute à ceux qui nous ont précédés, c'est pas moi, c'est les autres, et pourquoi pas ces salauds de travailleurs qui nous demandent des comptes... Rien de nouveau sous les cieux politiques. Et pour couronner le tout, la faute aux étrangers. Le FN, par la voix de Florian Philippot, a vite fait de s'engouffrer dans la brèche: «La concurrence déloyale et féroce des groupes étrangers usant massivement des travailleurs détachés et profitant à plein de l'ouverture totale des frontières...» Principaux visés, les rouliers en provenance de l'Europe de l'Est. Après le spectre du plombier polonais, celui du roulier roumain. Faut bien remplacer la crainte des chars russes à nos portes.

Par contre, peu de nos politiciens, journalistes et autres experts semblent s'intéresser au principal actionnaire de MoryGlobal. Notons, pour commencer, qu'Arcole Industries, qui avait donc obtenu en 2014 le droit de reprendre l'activité de cette entreprise qu'il avait auparavant conduit à la faillite, est présenté ainsi: «Les plus grands groupes lui font confiance pour remettre leurs filiales déficitaires sur la voie du succès... Arcole Industries recherche la croissance et la rentabilité en se fondant sur un vrai projet industriel, qui se déploie dans la durée.» Rien que ça! Arcole Industries se distingue surtout par l'opacité de ses mouvements financiers via une compagnie offshore

administrée dans les îles Vierges britanniques et l'île de Man... Arcole Industries semble apprécier les îles, surtout lorsqu'elles se révèlent être de vrais petits paradis fiscaux! Les salariés de MoryGlobal ont donc parfaitement raison de se faire du mouron, malgré un Valls qui leur dit que le gouvernement «travaille sur un plan de reconversion des sites et surtout pour trouver des possibilités d'embauches dans le secteur» (même refrain précédemment entonné par Montebourg.)

Pour ajouter à la défiance générale, l'avocat des salariés n'est autre que Thomas Hollande, le fils à son papa François et à sa maman Ségolène, qui, paraît-il, ont des relations, ce qui devait pouvoir faciliter l'obtention des 25 millions d'euros pour le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi). Arcole Industries prétend n'avoir plus que trois millions à distribuer (soit moins de 1 400 euros par salariés licencié). Où sont passés les autres millions que lui a généreusement offerts l'État? Mystère et boule de gomme. On ne peut que constater qu'une fois de plus l'État aide les entreprises, mais pas leurs salariés. Chez MoryGlobal comme ailleurs, les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront. Il ne leur sera fait aucun cadeau, même pas une aumône. La classe ouvrière disparaît? Non, elle est jetée par les tenants du pouvoir. Cohérence d'un gouvernement qui ne remet pas en cause un système capitaliste qui perpétue l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est encore loin, le socialisme? Parce qu'après va falloir chercher le communisme, et libertaire si possible.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la FA

La foi du charbonnier

Avant les élections départementales, les socialistes étaient sourds aux critiques qui leur étaient adressées. Après, ils sont également aveugles devant les résultats : pour Canbadéris, premier secrétaire du PS, « il ne s'agit pas d'une débâcle », et pour Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, « ce recul indique une résistance très claire de la gauche et du PS dans son ensemble ». Comme quoi, la méthode Coué ça marche !

En route vers le communisme

Au lendemain du second tour des élections, *Le Figaro* n'en pouvait plus de jubiler devant les « beaux résultats moissonnés » par l'UMP-UDI. Et de conclure dans son éditorial que la droite « doit bâtir un programme économique de rupture radicale avec un demi-siècle de socialisme explicite ou implicite ». Ben mince, alors ! Vous ne le saviez pas – et nous non plus –, mais nous vivions le socialisme depuis un demi-siècle. Vivement qu'on passe au communisme !

Grève à Radio France

La grève des bras croisés, c'est bien. La grève active, c'est mieux. Ça aurait pu être le cas à Radio France pendant plusieurs semaines quand les journalistes vedettes d'Inter (non grévistes) ont eu le sifflet coupé et se sont vus remplacés par de la musique non stop. Dommages que les salariés grévistes n'en n'aient pas profité pour prendre la parole à l'antenne. C'est pas les sujets de reportages qui auraient manqué. Ils auraient eu ainsi tout loisir d'expliquer les motifs de leur mouvement, et dans la foulée ils auraient même pu inviter au micro tous les autres travailleurs en lutte actuellement en France et en Navarre. Ça aurait eu de la gueule.

Radio France encore

Manuel Valls connaît ses classiques. Devant la durée de la grève à Radio France, notre Premier ministre a déclaré solennel : « Il faut que cette grève s'arrête. Il faut que le dialogue social reparte sur de bonnes bases, et il faut que Mathieu Gallet nous fasse des propositions pour redresser Radio France. » En 2015, rien de changé : comme avec Thorez en 1936, il faut savoir terminer une grève.

Météo syndicale



LE 12 AVRIL 2014, à l'appel du Front de gauche, de nombreux manifestants ont défilé à Paris contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses. En sous-main, il y avait, est-il besoin de le préciser, des propositions politiques. Rassemblons des mécontents et des mécontents, menons-les au combat et au vu de leurs échecs « tout le monde » comprendra que la seule solution est électorale ! La lutte syndicale étant, pour les théoriciens des avant-gardes éclairées de la classe ouvrière, limitée à des revendications immédiates. Du gros œuvre... alors que pour l'émancipation politique rien ne vaut un bon parti !

Prenons un exemple au hasard : « Devant les locaux de la Carsat (caisse d'assurance retraite et de la santé au travail) à Villeneuve-d'Ascq (Nord), jeudi dernier : plus de deux cents manifestants étaient une fois de plus mobilisés pour dénoncer le scandale des dossiers de nouveaux retraités non traités par manque de personnel. » Qui mène la lutte ? L'organisation syndicale ou un regroupement politique ? Le problème est toujours posé et les polémiques sont d'une actualité brûlante. Au vu des résultats électoraux, on verra, espérons-le, reflourir des slogans du type : « Seule la lutte syndicaliste paye ! » À la SNCF, si on se laisse rouler dans la farine des déclarations patronales tout se passera sans encombre dans le meilleur des mondes. Mais un rapport confidentiel de la SNCF préconise la suppression de plus de la moitié des lignes Intercités sur le territoire national. Le quart nord-est de la France et la Creuse ne seraient alors plus desservis par des transports nationaux. Alors, mensonges à la une ?

« Si on avait dit aux quelque cinquante délégués qui ont créé la CGT en 1895, à Limoges, qu'elle fêterait un jour ses 120 ans, je ne pense pas qu'ils y auraient cru ! Ils sont partis des besoins de leur époque. Ils se sont affirmés comme l'émanation des ouvriers et se sont donné pour mission de faire reconnaître leur place dans le pays. Ils se méfiaient du suffrage universel au plan politique parce qu'il minorait le poids de la classe ouvrière. » Diable ! Qui cause ainsi ? Ni plus ni moins que Maryse Dumas, du bureau confédéral de la CGT. Ne faisons pas la fine bouche... elle déclare même à la question sur ce qui l'intéresse plus dans l'histoire du premier syndicat de France : « Paradoxalement, ce ne sont pas les victoires qui m'intéressent le plus. Il me semble que l'on apprend plus des périodes difficiles. J'ai toujours en tête une formule de Louise Michel : "Une aube se lève après chaque nuit." Si la porte est fermée, on cherche la fenêtre ; si la fenêtre est fermée, on cherche le rai de lumière par lequel on va pouvoir passer... c'est ça, l'action syndicale. » Pour faire bref, ça nous change des années 1970 où, dans les cours de formation syndicale, on dénonçait le « côté gesticulatoire des anarcho-syndicalistes d'avant la Première Guerre mondiale » !

On verra bien si les faits (qui sont toujours têtus...) confirmeront les discours ! En attendant, pour les 2 200 salariés de Mory le cauchemar a recommencé. À quand le changement dans les mouvements sociaux ?

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Travailleurs indépendants aussi

Depuis des années, les travailleurs indépendants doivent subir les dysfonctionnements du RSI (régime social des indépendants). Tout y passe, des réclamations erronées de cotisations aux actifs jusqu'aux retards de versements de pensions des retraités. La situation est telle que les pétages de plomb et actes de violence contre le personnel du RSI, ont amené la CGT à demander au ministre de la Santé d'agir pour la sécurité des agents. En l'occurrence, la CGT aurait été mieux inspirée de demander à ce qu'on résolve les problèmes informatiques chroniques au siège de RSI. C'est pourtant simple : pas de problèmes, pas de violences.

Mon Dieu, pardonnez-leur...

Offensive religieuse aux USA : au Kansas et dans l'Indiana a été promulguée une loi autorisant les discriminations contre les LGBT. Désormais, il sera permis à tout individu ou entreprise privée de refuser un service à une personne lesbienne, gay, bi ou trans, si on considère que ça va à l'encontre de ses principes religieux. Étonnant dans un pays où on brandit la Bible à tout bout de champ et où on est donc informé que Jésus avait deux pères.

Et de quatre !

Après Martov en 1916, Renoir en 1946 et Buñuel en 1964, c'est Benoît Jacquot qui s'y colle. *Le Journal d'une femme de chambre* est de nouveau transposé au cinéma. Bourgeoisie pourrie en fin de parcours, prolétariat soumis, mais en devenir, le regard de la domestique Célestine sur le monde des nantis est acéré et sans concession, consciente qu'elle est de son esclavage salarié. Vous allez au cinéma ? Vous n'y allez pas ? Aucune importance, lisez ou relisez le livre d'Octave Mirbeau : plus d'un siècle d'âge et pas une ride.

Lutte antiterroriste

L'État adore ça, le gouvernement y pense sans cesse et l'Assemblée planche dessus. Nous aurons bientôt ses conclusions sur son projet de loi sur le renseignement. Tous Charlie ? En tout cas, tous surveillés. Cette fois-ci, Big Brother va vraiment *watching you*. Sur les ordres de qui ? De la police, de l'armée, de l'économie et des finances. Ça va faire du monde sur notre dos et donc du personnel à recruter. Une façon comme une autre d'inverser la courbe du chômage.

Semaine agitée sur la ZAD d'Echillais



DANS LA NUIT DE LUNDI À MARDI, les locaux de Vinci à Royan (quarante kilomètres de la ZAD) ont été attaqués à coups de pierres et bombes de peinture.

Dans la journée de mardi, les zadistes ont installé des chicanes pour ralentir les camions de Véolia, en représailles après le vol de banderoles de la part du directeur et des employés de l'incinérateur actuel. Les flics ont été reçus à coups d'œufs de peinture et de divers projectiles.

Jeudi soir, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées en hommage à Rémi Fraisse et en soutien aux expulsés de la ZAD de Sivens. Un cortège s'est élancé vers le palais des congrès, où une réunion s'est tenue devant deux cents soutiens de la ZAD. En parallèle, cent mètres plus loin, une opération policière raciste, qui aurait pu dégénérer en rafle, a été avortée par l'intervention d'une trentaine de personnes présentes sur la réunion.

Samedi après-midi, plusieurs centaines (au moins trois cents) de personnes se sont rassemblées place Colbert pour la première manifestation à l'appel des zadistes. Les récupérateurs électoraux étaient de la partie : Front de gauche, EELV, PS et même le Front national. Encerclés par une vingtaine de manifestants, les quelques fachos présents ont été obligés de s'enfuir sous les insultes, et ce malgré l'intervention en leur faveur de beaucoup de braves militants de gauche. Le cortège s'est ensuite ébranlé en criant « Ni incinérateur ni récupérateurs, ZAD partout ! », ce qui a fait fuir les derniers vautours étiquetés. Les flics, présents en surnombre, ont tenté d'imposer un parcours mais ils ont rapidement compris qu'ils n'y arriveraient pas. Le cortège a quitté la place en criant Du sang sur les

mains, flics, porcs, assassins ! Assez vite, plusieurs groupes masqués commencent à peinturlurer murs et routes. Des ZAD partout, des « Vinci dégage ! » et des « Rémi RIP » fleurissent dans Rochefort, qui n'a jamais vu ça. Des topinambours (qui ont la particularité de pousser très facilement partout) sont plantés dans les pelouses et les jardinières de la ville. Des craies et des bombes de peinture sont distribuées aux manifestants surpris mais globalement contents. Les panneaux électoraux ne survivront pas au passage de la manifestation et un peu de mobilier urbain mineur (poteaux, panneaux) a été détérioré. La manif se disperse vers 17 heures, sans aucune arrestation. Les flics sont dégoûtés.

Tout ça pour vous dire qu'il y a une lutte intéressante sur place. Ça tatonne, ça se cherche, mais ça commence à se trouver. Et pourtant, ce n'est pas facile. Les zadistes sont trop peu nombreux sur place, les soutiens trop peu présents ou trop frileux. Les tentatives d'infiltration par divers mouvements politiques plus ou moins douteux sont fréquentes et le seul moyen de communication (fesse de bouc) est entre les mains d'une personne assez douteuse qui n'est pas présente sur le site. Cette personne n'hésite pas à condamner publiquement l'attaque des locaux de Vinci ainsi que l'expulsion du FN de la manif de samedi. Pire, on trouve maintenant des appels au vote (UDI) sur la page estampillée ZAD Echillais. Le meilleur moyen (pour ne pas dire le seul) pour joindre les zadistes reste encore de passer les voir directement sur place ou de participer aux prochains rendez-vous (que je tâcherai de poster sur l'agenda d'Indy).

Collectif ZAD Lyon

Les spécialistes des plans pauvreté

À CHAQUE FOIS que les socialistes ont accédé à la gestion des affaires du pays, ils nous ont concocté, au nom de la solidarité, des plans pauvreté. Elle a bon dos, la solidarité. Leurs plans de lutte contre la pauvreté ont pour but de fabriquer de plus en plus de pauvres en contraignant les citoyens et les citoyennes à survivre avec entre 400 et 500 euros par mois!

Il s'agit, pour ces « bienfaiteurs » des laissés pour compte, de leur faire l'aumône afin que les sans-dent ne se révoltent pas. Il faut leur donner l'illusion qu'ils ne sont pas oubliés, au niveau de la répartition des richesses. Pendant que les politiciens distribuent quelques clopinettes au peuple ils font des ponts d'or au patronat. À chaque fois qu'une obole est dispensée à une personne, elle est liée à l'acceptation d'un emploi, bien entendu sous-payé par le patronat. L'État avec l'argent public comblera la différence. C'est avec ce type de plans qu'ils prétendent faire le bonheur des demandeurs d'emploi!

Tout d'abord, il y eut le 1^{er} décembre 1988, sous le gouvernement du socialiste Rocard, la mise en place du RMI (revenu minimum d'insertion). Pour bénéficier de cette mesure, il fallait avoir au moins 25 ans et accepter les conditions imposées par l'État et les départements. La personne devait montrer qu'elle était disposée à accepter toutes les conditions des services sociaux pour se réinsérer dans la vie professionnelle. C'est-à-dire accepter une formation, une remise à niveau; soigner ses addictions; réapprendre la soumission, à obéir à un employeur et à respecter les horaires. Le tout pour la modique somme de 454,83 euros par mois (chiffre 2009), pour une personne. Si le « bénéficiaire » n'avait pas de charge de logement, son RMI était amputé de 56,56 euros. Il faut des travailleurs *clean* et obéissants à offrir en pâture au patronat!

C'est sous le gouvernement du socialiste Jospin, en 2001, que le la prime pour l'emploi (PPE) a été votée. C'est un complément de revenu versé par l'État aux travailleurs qui occupent un emploi à faible salaire. C'est la reconnaissance, certes « involontaire », qu'il y a des travailleurs pauvres. Le seuil de pauvreté en France est de 828 euros mensuels, ce qui correspond à 50 % du

revenu médian. Ce qui fait qu'aujourd'hui la pauvreté touche près de la moitié des travailleurs.

C'est le 1^{er} juillet 2007, sous l'impulsion du socialiste Martin Hirsch, ancien président d'Emmaüs France, que le premier RSA (revenu de solidarité active) a été versé, à titre expérimental. Pour mettre en place cette idée « lumineuse », Hirsch a été nommé, dans le gouvernement Fillon, haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté. Mazette! C'est ainsi qu'à partir de l'été 2009 tous les bénéficiaires du RMI, de l'API (allocation de parent isolé) et les travailleurs pauvres gagnant moins de 880 euros par mois seront réunis sous la l'appellation RSA (revenu de solidarité active). En instituant le RSA en remplacement du RMI et de l'API, le gouvernement voulait contraindre les personnes à accepter un emploi, telle était la condition pour bénéficier du RSA. D'où le A de RSA, qui veut dire « active » ou « activité ». Ainsi, le RSA viendrait en complément jusqu'à hauteur du smic. Il est est de même pour les travailleurs dits « pauvres ». C'est tout bénéfice pour le patronat.

Il est criminel et condamnable de faire vivre des personnes avec seulement 513,88 euros par mois (montant du RSA au 1^{er} janvier 2015). Car cette obole mortifère, cette aide qui n'en est pas, permet à peine de ne pas crever de faim. C'est ravalé l'être humain au rang d'esclave et c'est lui manquer de respect.

Comme le patronat n'est jamais rassasié, les deux diaboliques élyséen et matignonesque entrent en scène. Deux grands humanistes, Hollande et Valls vont montrer à quel point leur ignominie est une insulte aux plus pauvres. L'hypocrisie du second couteau Valls est telle qu'il justifie le mauvais coup qu'il prépare pour le 1^{er} janvier 2016 – le remplacement du RSA et de la PPE par la « prime d'activité » – par des propos qui sonnent faux. Je le cite : « J'entends souvent ce mot terrible d'assistantat; qu'elle vision stupéfiante de la pauvreté, comme s'il s'agissait d'une situation choisie. » Il va nous faire pleurer.

Certes, personne ne choisit d'être pauvre et, s'il y a des pauvres, c'est bien parce que des individus tels que ce bellâtre de Valls et ses comparses mettent en place une politique de classe et ont choisi le camp du

patronat. C'est dans ce contexte que ce chef du gouvernement a sonné le branle-bas, pas moins de onze ministres ont répondu à la mobilisation, pour entendre le premier d'entre eux dévoiler le nouveau plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. En fait, la nouvelle « prime d'activité » a pour but de faire en sorte d'amener les demandeurs d'emploi au travail, de supprimer le prétendu assistantat et d'en finir avec les minima sociaux.

Les politicards qui prétendent diriger le pays et faire le bonheur du peuple ne sont que des vendeurs d'orviétan acoquinés avec le patronat.

Cette « prime d'activité » va permettre deux choses : la première faire pression sur les demandeurs d'emploi afin qu'ils acceptent de travailler dans les conditions imposées par le patronat, car s'ils s'avisent de refuser l'emploi proposé, ils n'auront plus aucun moyen de subsistance. La seconde est totalement liée à la première, il s'agit d'inverser la courbe du chômage promise depuis 2012, par « moi président ».

Vous l'avez compris, le « moi président » voudrait bien en reprendre pour cinq ans. Seulement pour avoir des chances d'être candidat et accessoirement d'être réélu, il lui faut impérativement inverser la courbe du chômage, chose qu'il a beaucoup de mal à réaliser. En trois années de gouvernance, c'est l'échec! Le chômage n'a pas cessé de croître. Il ne lui reste plus que deux années pour inverser cette courbe et d'une manière significative. D'où le branle-bas pour présenter le plan miracle – « la prime d'activité » – comme la solution qui devra à elle seule remettre entre quatre et cinq millions de travailleurs au boulot. En fait, il s'agit d'apporter sur un plateau d'argent au patronat une main-d'œuvre quasiment gratuite. D'autant que si les demandeurs d'emploi n'acceptent pas les conditions d'embauche du patronat, ils se verront supprimer la prime d'activité qui, au 1^{er} janvier 2016, aura remplacé le RSA et la prime pour l'emploi. Pour ne pas tomber dans la misère totale et mourir avant l'âge, les demandeurs d'emploi n'auront pas le choix « accepter »!

Justhom

Rencontres anarchistes méditerranéennes

Déclaration d'ouverture



NOUS SOMMES RÉUNIS aujourd'hui en Tunisie, nous, des militants de différents pays de la Méditerranée, croyant en la capacité des peuples à se libérer de l'autorité du capital et ce, à travers leurs propres forces et leur autogestion économique, politique, sociale et syndicale sans tutelle ou autorité qui les guident dans leur projet de libération.

Nous nous réunissons, organismes, mouvements et groupes libertaires, anarchistes, non autoritaires, dans un premier pas pour un travail de militantisme partagé, plus profond et plus global dans le monde entier et non uniquement dans la zone méditerranéenne.

Nous nous réunissons pendant que le monde endure l'atrocité du système capitaliste et de ses moyens sécuritaires, politiques, militaires, culturels et médiatiques qui exploitent l'émergence des mouvements sociaux et des soulèvements populaires dans la majorité des pays de la Méditerranée dans le but de noyer les peuples de plus en plus dans les dettes et le pillage de leurs biens et de leurs ressources au profit d'une minorité : les bandes de capitalistes affamés.

Nous nous réunissons pendant que la majorité de nos pays endurent l'émergence des phénomènes de terrorisme religieux, de fascisme et de racisme qui, non seulement, assassinent les peuples et se mettent au service des politiques de pillage impérialiste –

même si leurs discours prétendent le contraire –, mais aussi sèment, là où ils s'installent, la mort, la ruine et la peur de tout changement social réel.

Nous croyons en la capacité des peuples à se libérer de l'autorité du capital et ce, à travers leurs propres forces .

Nous nous réunissons pendant que le premier des pays à vivre la protestation sociale et ayant fait chuter les dictatures connaît une terrible régression et un dérapage dangereux vers une nouvelle dictature militaire et sécuritaire qui se met, en toute obéissance, au service du capitalisme tel que ce fut le cas des peuples ayant vécu un mouvement révolutionnaire comme l'Algérie, le Maroc entre autres.

Nous nous réunissons aujourd'hui pendant qu'un nombre de militants révoltés réclamant la liberté endurent la surveillance, l'oppression, les arrestations, l'emprisonnement, la torture et l'assassinat direct par balles sous la couverture de « la sécurité générale », de « l'intérêt public » ainsi que « la lutte contre le terrorisme ».

Nous nous réunissons aujourd'hui pendant que la majorité des peuples vit sous la

tutelle de la dite « démocratie », de « la transition démocratique » et des élections ne concernant que des bandes détenant l'argent, les médias et les armes et qui se mettent, quelles que soient leurs appartenances idéologiques, politiques et leurs courants de pensée, au service du système capitaliste préservant ses intérêts.

Nous nous réunissons aujourd'hui au moment où la droite est en ascension partout dans le monde, annonçant la régression et le retour vers la case du racisme et de la discrimination ethnique.

Face à cette situation qui se caractérise par la dualité persévérance et résistance d'un côté et oppression de l'autre, les mouvements, les organisations, les groupes et les individus réunis en Tunisie du 27 au 29 mars, insistent sur ce qui suit :

1. L'union des forces libertaires de la zone méditerranéenne dans l'affrontement de la politique d'oppression et d'exploitation adoptée par les États contre les peuples.

2. L'union et la coordination dans l'affrontement de toutes formes d'extrémisme quelles que soient leurs dénominations et leurs références religieuses, ethniques ou autres, qui pourraient paralyser la volonté des peuples de se libérer et de se détacher de l'autorité du capitalisme.

Rencontres anarchistes méditerranéennes

Tunisie, 27 mars 2015

L'enjeu de la technique

« Tout effort visant à contrôler le développement de la machine nous apparaît comme une atteinte à la science. »

George Orwell

Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

UNE LECTURE PROGRESSISTE, optimiste, «occidentale» du monde moderne assimile l'absence de certaines techniques à un manque, une lacune, une incapacité, une infériorité, un retard culturel, la marque de partisans de la tradition hostiles aux réformes, un refus obscurantiste du progrès. Or de nombreuses sociétés ont choisi de «ne pas faire»: les Grecs, et d'autres, n'ont pas poursuivi le progrès technique au-delà d'un certain niveau; la Chine met au point la poudre, la boussole, mais n'exploite pas outre mesure ces inventions; les Indiens des grandes plaines d'Amérique du Nord adoptent le cheval mais en le débarrassant de tout ce qui le rendait efficace aux yeux des Européens (selle et étriers). Globalement, les sociétés préindustrielles, précapitalistes se satisfont d'un système où priment l'observation et l'expérimentation du milieu naturel ambiant, où l'outil est encore un prolongement de la main et du savoir-faire, où la technique est un élément parmi d'autres de la vie sociale, où une certaine prudence veille à ne pas mettre en danger l'équilibre économique et social.

Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle que s'effectue un «bascullement»: le changement technique devient le moteur de l'histoire. Une convergence de facteurs économiques, sociaux, politiques, culturels (quantification, mécanisation, artificialisation de la nature, innovation technologique, hausse de la productivité, affirmation de l'Etat, croissance économique, émergence progressive du marché, dynamique des besoins et des désirs de l'homme, croissance démographique) va conduire à une exploitation sans réserve de la main-d'œuvre, à la recherche obsessionnelle du profit, au «grand partage» entre nature et culture, c'est-à-dire à la «mort de la nature». Face au déferlement et à l'accélération techniques, on commence seulement à mesurer les conséquences dans tous les domaines de

l'asservissement aux machines et aux contraintes de l'industrie... et à se souvenir que de nombreux acteurs (intellectuels, philosophes, romanciers, mais aussi travailleurs, artisans, paysans) ont dénoncé les effets des nouvelles machines sur leur travail et leur mode de vie, les dangers, les risques, les nuisances pour un «confort» souvent illusoire acquis au prix de la dignité, de la liberté.

Marginaliser ou réprimer la contestation

Même si l'histoire ne l'a pas retenue parce qu'elle est toujours celle des «vainqueurs», l'opposition de nombreux milieux populaires à l'égard de la mécanisation a marqué beaucoup de régions. Loin d'être identiques, ces réactions traduisent des traditions locales, des conjonctures économiques et prennent différentes formes: pétitions, lettres de menaces, interpellation de notables, violences; le point culminant étant sans doute les émeutes du luddisme en 1811-1812 en Angleterre. Beaucoup de secteurs sont concernés: industrie textile, ouvriers typographes, menuisiers (métiers, presses ou scies mécaniques), mais aussi tailleurs, chapeliers, marbriers...

Si les motivations peuvent, bien entendu, inclure des intérêts personnels bornés, un corporatisme étroit, elles portent le plus souvent sur la défense de la qualité des produits qui fonde leur identité et celle de l'emploi. Les grandes machines contrôlées par les capitalistes véhiculent de nouveaux rapports sociaux; elles sont perçues comme porteuses de misère et de déqualification. Contre l'exploitation accrue de l'homme et le chômage, ce qui est en jeu c'est la préservation de l'autonomie, du contrôle sur le processus productif, de l'habileté dépréciée par les nouvelles méthodes de production, des procédés manuels, des petites mécaniques souples et adaptables, de la richesse des savoirs gestuels, des cultures sensorielles (les lami-

neurs des Ardennes contrôlent le fonctionnement de leurs machines au son du métal), de l'apprentissage patient et de la pratique quotidienne du métier.

Fondées sur l'économie autarcique dans laquelle les outils sont fabriqués à domicile, sur la subtilité des équilibres économiques et sociaux, sur la complexité des modes de vie et leur adaptation aux contraintes écologiques, sur la connaissance intime des terroirs, les sociétés paysannes ne sont pas absentes des luttes. Elles comprennent très vite que le système de la grande propriété permet de disposer de capitaux suffisants pour acquérir ces machines coûteuses, et que la condition des travailleurs pauvres des campagnes ne peut que continuer à se dégrader.

Et si la technique était bien un problème?

Pendant près de deux siècles, de vives controverses, des débats passionnés vont opposer les «optimistes» et les «pessimistes», les minorités qui s'enrichissent et les majorités qui se paupérisent. Disposant de moyens supérieurs (matraquage idéologique, littérature de vulgarisation, répression armée...), assez vite, les partisans de l'accélération technique (institutions, banquiers, industriels...) prennent l'avantage. La réflexion sur les risques sociaux et environnementaux de la modernité se trouvera biaisée par le mensonge, le déni, la minimisation des dysfonctionnements, des effets pervers, la surestimation des bienfaits. L'aggravation de la condition des peuples sera compensée par les avantages à long terme! Ainsi, la conception industrialiste, rationalisatrice et productiviste finit par s'imposer. La technique devient la condition du «salut» et le fondement de la nouvelle religion du progrès. Livré aux planificateurs et technocrates de tous poils, le développement infini des forces productives libérera l'homme de la rareté, de l'injustice et du malheur.

Mais les faits sont têtus. Déjà, les deux grandes guerres avaient sérieusement endommagé la foi dans le progrès technique. Depuis les «nouveaux mouvements sociaux» des années 1970 vite laminés par le rouleau compresseur du «néolibéralisme», malgré une élévation sensible du niveau de vie, l'analyse de la place de l'homme et de son activité technique engendre le doute : démesure de la grande industrie, disparition de la petite paysannerie, conditions de travail pénibles et dangereuses, multiplication des nuisances, des pollutions, des dégradations, accidents et dangers du quotidien, pathologies urbaines, finitude des ressources... Décidément, les promesses de bonheur à long terme n'arrivent pas ; elles s'inversent même en menaces de plus en plus précises, jusqu'à compromettre la vie. L'addition commence à devenir lourde et le mythe de la machine s'effrite ; l'externalisation des coûts connaît l'effet boomerang ; les «dégâts du progrès» apparaissent clairement.

Avec l'automatisation, le nucléaire, les biotechnologies, les nanotechnologies, les inquiétudes des premiers «lanceurs d'alerte» resurgissent, et prennent une autre dimension : on parle de technique totalitaire, d'homme unidimensionnel, de macrosystème, de méga machine. On commence à comprendre que la technique est inhérente au principe de la concentration de la puissance et donc à celui de la domination. Par les énormes capitaux qu'elles mobilisent, les techniques sophistiquées empêchent les projets alternatifs, en même temps qu'elles introduisent des phénomènes d'irréversibilité, c'est-à-dire conditionnent l'avenir des générations futures. Nous sommes entrés dans une économie de gaspillage dans laquelle les objets – qui ne semblent avoir pour fonction principale que de compenser illusoirement l'appauvrissement de la vie — doivent être dévorés aussi vite qu'ils apparaissent. Et dans cette fuite en avant liberticide, l'obsolescence de l'homme risque de suivre celle de la marchandise.

On assiste au même passage en force qu'il y a deux siècles : celui d'une technologie qui restreint le champ des possibles en formatant les imaginaires, qui accroît la vulnérabilité en ouvrant sur l'inconnu. Et ce qu'on peut craindre, ce n'est pas seulement la prolifération des techniques de contrôle (interconnexion généralisée, géolocalisation, vidéosurveillance, biométrie, puces RFID...) qui porte atteinte aux libertés publiques, la standardisation culturelle, l'emprise du numérique qui modèlent notre vie affective, affaiblissent les liens sociaux, altèrent nos capacités de concentration, d'attention, de mémoire, mais la reproduction artificielle de l'humain, la manipulation génétique des embryons, le transhumanisme, les fantasmes d'une post-



humanité par recréation technologique de l'espèce humaine, susceptibles de détruire ce qui subsiste du sens de la vie. Mais le futur a-t-il encore besoin de nous ?

Retrouver le sens de la mesure

On peut constater que, guidés par une conception absolue de la liberté, et donc un mépris des contingences biologiques, la plupart des défenseurs du progrès technique le sont de manière inconditionnelle. Ce qui n'est pas le cas de ceux qui expriment une méfiance vis-à-vis d'une trajectoire que personne ne semble plus contrôler. E. Reclus déplore la brutalité avec laquelle s'accomplit la prise de possession de la Terre par l'homme. L. Mumford constate que «les forces que nous avons déclenchées sont trop puissantes pour notre contrôle moral et politique». I. Illich explique qu'au-delà d'un certain seuil, les techniques et les grandes institutions modernes deviennent contre-productives. B. Charbonneau revendique une «maîtrise des techniques». M. Bookchin en appelle à une «technologie libératrice». D'autres évoquent des «techniques intermédiaires». Si l'on

excepte quelques technophobes bornés, le plus grand nombre demandait seulement que soit limité le nombre de machines et restreinte l'utilisation de la vapeur. Il ne s'agissait pas d'une condamnation absolue et dogmatique de la technique, d'une opposition au progrès technique en soi, mais à une méthode particulière, à un contexte déterminé. Il s'agit de remplacer des dispositifs techniques accusés d'appauvrir, d'aliéner, d'hypothéquer l'avenir par une créativité collectivement contrôlée et à taille humaine.

Mais précisément le drame de la condition humaine vient de notre incapacité à reconnaître ou à fixer des limites. Orgueil démesuré et peur de la mort ? Un des rôles majeurs des anarchistes doit être de replacer le développement technique dans une interprétation plus vaste sur les moyens et les fins d'une humanité aujourd'hui dépassée par la complexité d'un monde qu'elle a elle-même construit. Vouloir transformer l'outil de production sans se l'approprier est une illusion ; chercher à se l'approprier sans le modifier en est une autre.

J.-P. T.

Santé au travail

« **Le combat** doit aussi porter sur l'organisation du travail »

Le gouvernement multiplie les attaques contre les outils de défense de la santé des travailleuses et des travailleurs dans les entreprises : CHSCT, médecine du travail, inspection du travail... Échange sur ce sujet avec Eric Beynel, porte-parole de l'union syndicale Solidaires, qui fait partie des initiateurs de la campagne « Pour ne plus perdre sa vie à la gagner ». Une pétition a été lancée au mois de janvier 2015 sur le thème « Pour ne plus perdre sa vie à la gagner », et un meeting sur le même thème a eu lieu à Paris au mois de février.

Propos recueillis par La Rotative

Site collaboratif d'infos et de luttes de Poitiers
(www.larotative.info)

La Rotative : Comment sont nées ces initiatives ?

Éric Beynel : Pendant l'été 2014, on a observé le début d'une campagne contre les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), dans la presse et dans certains cercles de réflexion sociaux-libéraux ou libéraux. Il y a eu une note sur ce sujet de la fondation Terra Nova, et plusieurs articles d'associations de directeurs des ressources humaines. Or, on sait que le CHSCT est une instance qui a gagné en puissance ces dernières années, et qui embête de plus en plus le patronat, notamment en ce qui concerne l'organisation du travail.

Dans le même temps, le gouvernement a demandé que les organisations syndicales représentatives ouvrent une négociation sur les seuils sociaux, et d'autres outils de défense de la santé des travailleuses et des travailleurs ont été mis en danger. Par exemple, l'inspection du travail, avec les suites de la réforme Sapin, et la médecine du travail, qui menaçait d'être attaquée dans le cadre de la loi Macron. Finalement, la question de la médecine du travail a été retirée de la loi Macron, mais les menaces subsistent.

La Rotative : Est-ce que tu peux expliquer sommairement quelles sont les principales menaces contenues dans les « réformes » à venir ?

Éric Beynel : Concernant les CHSCT, il s'agit de dissoudre cette instance au sein d'une instance unique comprenant le comité d'entreprise et les délégués du personnel. L'objectif est de faire reculer la prise en charge des questions de conditions de travail, pour privilégier les questions pure-

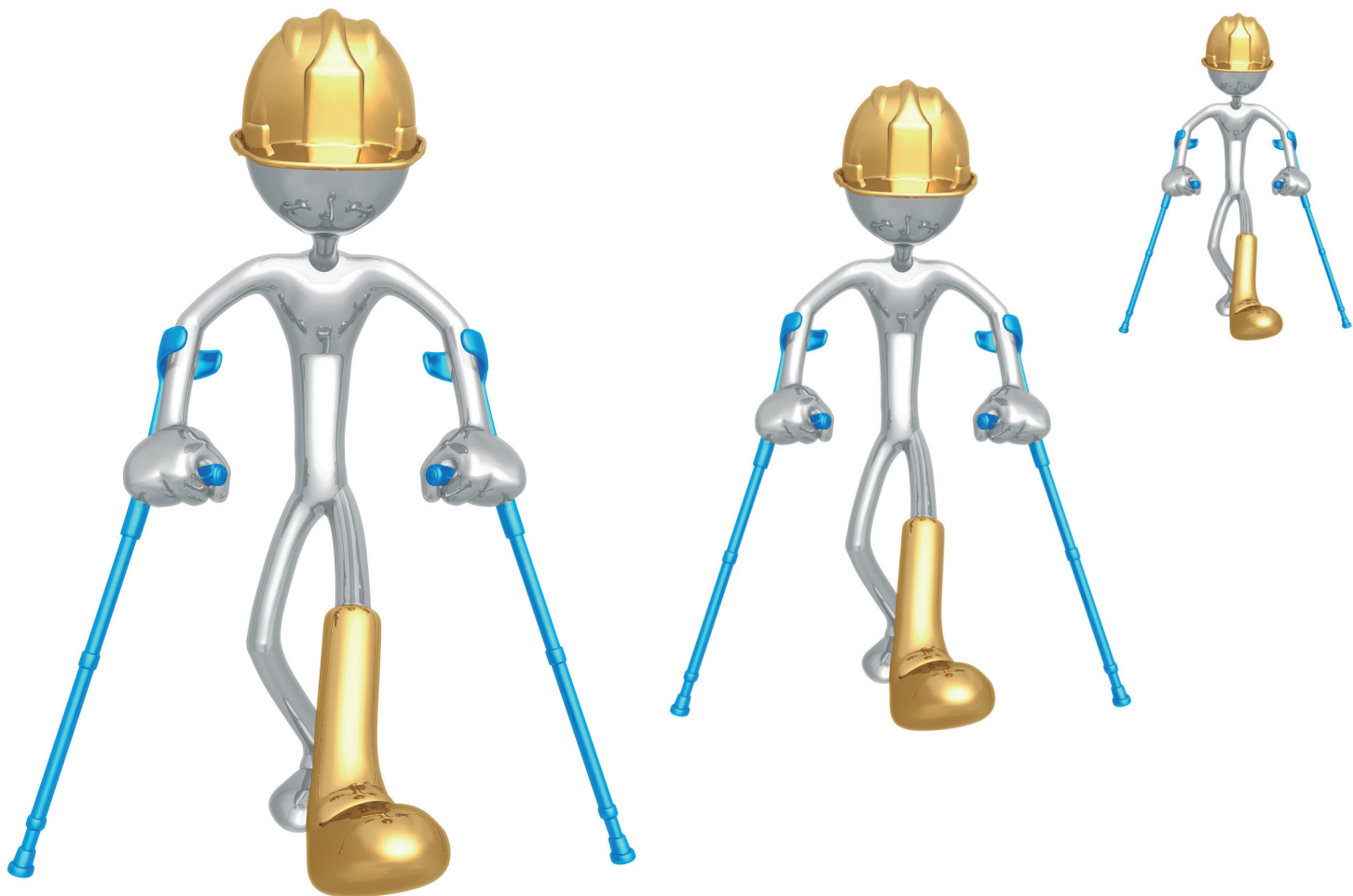
ment économiques – emplois, salaires – qui seront forcément traitées au détriment de la santé des travailleuses et des travailleurs.

Concernant l'inspection du travail, la réforme Sapin a déjà restructuré les services, et les salariés ont de plus en plus de mal à faire intervenir rapidement les services de l'inspection dans les entreprises. Avec le projet de loi Macron, il est prévu de réduire les sanctions pénales contre les employeurs, au profit de simples sanctions financières appliquées sur le mode de la transaction entre l'employeur et l'administration. Cela ne permettra plus de construire de la jurisprudence, ni de rendre visible les infractions commises par les employeurs. Or, les organisations syndicales pouvaient s'appuyer sur les condamnations des employeurs pour faire progresser la situation dans les entreprises.

Enfin, concernant la médecine du travail, on assiste à une attaque du patronat sur le peu d'indépendance et de moyens dont disposent encore les médecins pour exercer une activité au profit exclusif de la santé des salariés. Les patrons souhaiteraient que l'activité des médecins du travail soit exclusivement à leur service, et qu'elle se résume à trier la main-d'œuvre.

La Rotative : La pétition « Pour ne plus perdre sa vie à la gagner » appelle à une mobilisation et à l'organisation d'états généraux pour défendre et améliorer les droits collectifs des travailleurs en matière de santé au travail. Tu peux développer ?

Éric Beynel : Face aux attaques et aux réponses parcellaires qui y ont été apportées, on s'est dit qu'il serait intéressant d'unir les forces de tous les acteurs et actrices mobilisés dans ces outils de défense



de la santé des salariés. Un collectif a donc été créé, qui est à l'origine des différentes initiatives mises en place. Ce collectif s'est monté avec les syndicats de médecins et d'inspecteurs du travail, avec les associations de défense de la santé des salariés, avec des cabinets d'experts CHSCT et avec quelques chercheurs.

À ce stade, nous n'avons obtenu aucune réponse du gouvernement. Nous continuons néanmoins à travailler à l'organisation d'états généraux de la santé des travailleuses et des travailleurs. Car notre idée n'est pas seulement de défendre l'existant, qui est loin d'être satisfaisant ; il s'agit d'avancer sur la question de la défense de la santé au travail. Les états généraux seront un des outils mis en œuvre pour aller dans ce sens.

La Rotative : Comment analyses-tu ces attaques concertées contre les institutions protectrices de la santé des salariés, alors qu'une étude publiée en 2014 parlait d'une dégradation des conditions de travail dans les entreprises, associée à une intensification du travail ?

Éric Beynel : L'objectif principal du patronat dans cette affaire, c'est que la dégradation des conditions de travail soit le moins visible possible. Par exemple, le nouveau

« Plan cancer » qui a été lancé il y a quelques mois fait complètement l'impasse sur les cancers d'origine professionnelle. Aujourd'hui, ces cancers sont largement invisibles, en dehors de quelques sujets comme l'amiante, alors que les travailleurs et les travailleuses sont exposés à de nombreux produits cancérigènes.

En attaquant les outils de défense des salariés, le patronat espère que les altérations de la santé du fait du travail soient le moins visibles possible, et donc éviter les sanctions pécuniaires qui peuvent tomber quand des maladies sont reconnues comme étant d'origine professionnelle.

Ces dernières années, la jurisprudence construite grâce aux CHSCT, à la médecine du travail, à l'inspection du travail ou grâce aux experts avait permis de commencer à rendre visible les altérations de la santé en lien avec le travail. Mais si ça ne se voit pas, les patrons ne peuvent pas être responsables.

La Rotative : Quel rôle peuvent jouer les collectifs syndicaux dans les entreprises en cas de recul des outils existants ?

Éric Beynel : Les attaques menées par le patronat sont aussi une réponse à la volonté réaffirmée des équipes syndicales de prendre en charge les questions de la santé et des

conditions de travail. Ces attaques ne seraient pas aussi fortes s'il n'y avait pas, dans les organisations syndicales, un progrès important dans la prise en charge de ces questions et une volonté forte de combattre pour améliorer les conditions de travail.

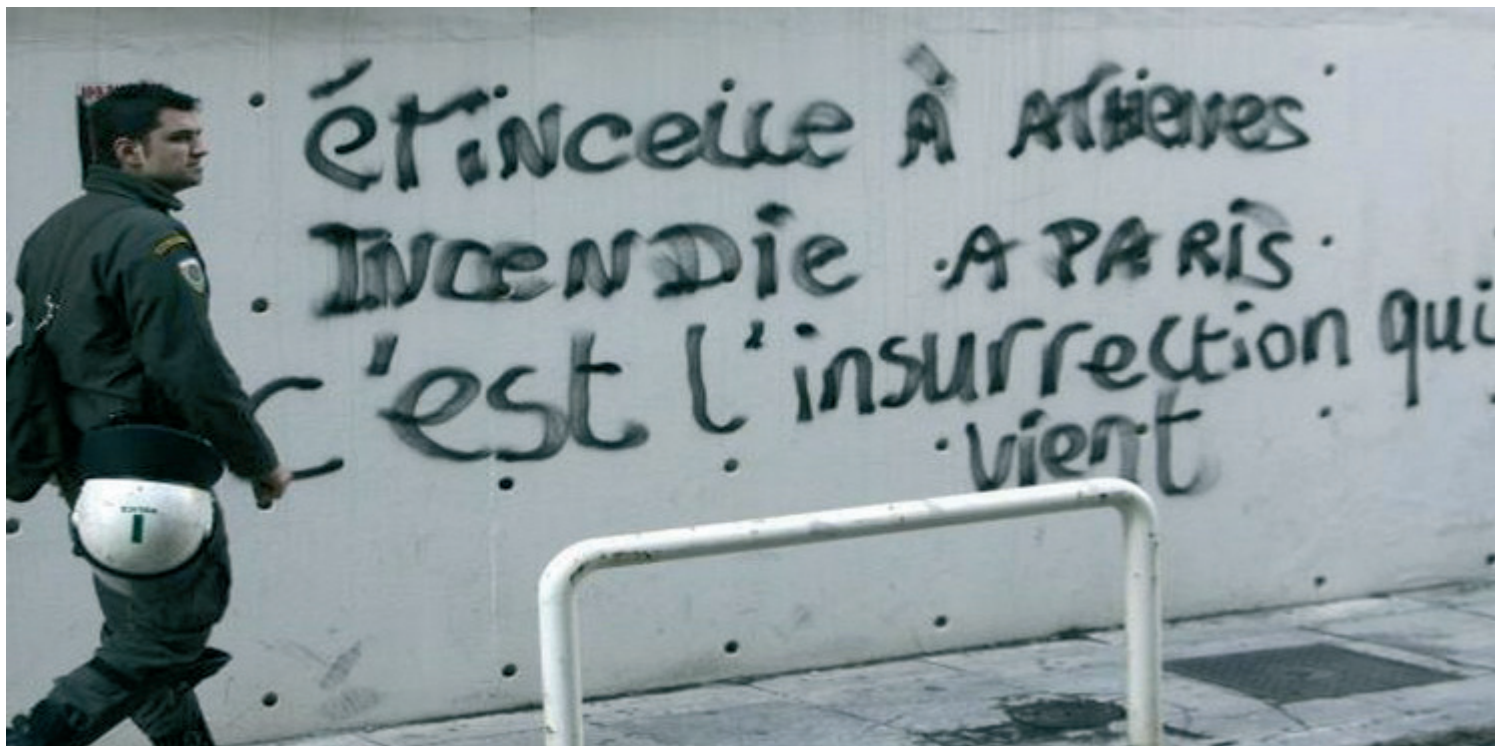
L'union syndicale Solidaires, comme d'autres organisations syndicales, essaye d'amplifier les formations sur ces thèmes pour agir aussi en dehors des instances de représentation du personnel. Car ces instances ne sont qu'un outil parmi d'autres. Il y a des batailles importantes à mener par ailleurs, notamment avec les associations, pour sortir ces questions des entreprises. Par exemple, la question des pesticides concerne aussi bien des citoyens que les salariés qui sont directement amenés à les manipuler.

Le combat doit aussi porter sur l'organisation du travail, au-delà de la question de la santé : nous défendons l'idée que les travailleuses et les travailleurs doivent être maîtres de cette organisation et de la manière dont ils effectuent leurs tâches. C'est un combat fondamentalement émancipateur qui se mène là.

Propos recueillis par le site La Rotative

Mikhaïl Bakounine

contre l'insurrectionnalisme



René Berthier

Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

LORS DU CONGRÈS INTERNATIONAL de Saint-Imier qui s'est tenu en septembre 1872, les fédérations de l'AIT rejetèrent les décisions du congrès de La Haye qui venait de se tenir, et décidèrent que l'Internationale allait continuer, mais sur de nouvelles bases. Ce fut un éclatant succès pour le courant fédéraliste ; malheureusement ce succès ne dura pas ; des germes de dissensions, qui avaient été contenues jusqu'alors, apparurent progressivement au grand jour, révélant que l'AIT «antiautoritaire» était divisée en un courant qu'on pourrait qualifier de présyndicaliste révolutionnaire, avec James Guillaume notamment, et un courant pré-anarchiste avec principalement les militants italiens.

Pour expliquer la réorientation suivie par le mouvement, il est difficile de faire la part entre la répression subie par le mouvement ouvrier à la suite de la Commune, la disparition de la génération de l'époque héroïque de l'AIT, l'émergence d'une nouvelle génération plus pressée et moins cultivée, et des conditions nouvelles créées par la concentration de l'industrie, l'apparition massive du machinisme. Il faut également tenir compte que de nombreux militants pensaient réellement que la révolution était proche et que pour réveiller les masses apathiques, il fallait leur donner un coup de pouce.

Bakounine pensait que la misère et le désespoir ne suffisent pas pour susciter la révolution sociale ; ils sont suffisants, dit-il dans *Étatisme et anarchie*, pour « donner naissance à des soulèvements locaux, mais ils sont insuffisants pour soulever de grandes masses. Pour cela, il est nécessaire que tout un peuple possède un idéal commun, [...] une idée générale de son droit et une foi profonde, passionnée, religieuse, si l'on veut, en ce droit. » Car « ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, — et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants ».

Il y a là trois éléments indissociables dans cette dialectique du développement révolutionnaire : l'instinct révolutionnaire ; la volonté collective ; l'organisation. Bakounine résume ici parfaitement le point de vue anarchiste et, d'une certaine manière, il se montre plus « marxiste » que bien des marxistes...

L'instinct révolutionnaire qui pousse les masses à se soulever spontanément contre une situation intolérable est un fait qu'on constate dans tout groupe humain et cela vaut évidemment pour la classe ouvrière. Mais la spontanéité révolutionnaire n'est qu'un moment du

processus révolutionnaire. La volonté collective ou, si on veut, un projet politique, et l'organisation grâce à laquelle la lutte sera menée et le projet sera mis en œuvre, sont tout aussi indispensables. On est donc loin de l'idée selon laquelle il suffit d'un acte insurrectionnel provoqué par une petite minorité pour réveiller la conscience des masses.

Bakounine a fait l'expérience de plusieurs insurrections, il sait ce qu'elles signifient en terme de vies humaines. C'est pourquoi il reste toujours prudent et soucieux d'éviter d'envoyer les gens à l'abattoir. On trouve ainsi un Bakounine prudent qui correspond peu à l'image d'Épinal : il était extrêmement critique envers ceux qui mènent le peuple dans des actions aventuristes et qui « s'imaginent qu'il leur suffit de se former en petits centres de conspiration » entraînant « tout au plus avec eux quelques centaines d'ouvriers, et de se lever à l'improviste d'une insurrection simultanée, pour que les masses suivent. Mais d'abord, ils n'ont jamais su organiser un soulèvement simultané ».

C'est à se demander si les « insurrectionalistes » qui se réclament de Bakounine l'ont lu.

En fait, la critique de l'insurrectionnalisme à laquelle se livre Bakounine dans sa lettre à Celsio Cerretti s'adresse aux partisans de Mazzini, mais elle peut tout aussi bien s'appliquer à d'autres. Il s'en prend encore aux mazziniens dont les entreprises « ont eu pour résultat invariable des fiascos sanglants et même quelquefois ridicules », qui répètent sans cesse une « succession terrible d'avortements douloureux ». « À chaque printemps, ils recommencent de nouveau, attribuant toutes ces défaites passées non au vice inhérent de leur système, mais à quelques circonstances secondaires, à des accidents défavorables... »

Mazzini n'a jamais compris que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances, — à la fois intérêts et principes —, qui émanent de leur propre vie, et que des abstractions nées en dehors de cette vie ne pourront jamais exercer sur elles cette action. Trompé par cette constante illusion de sa vie, il a cru jusqu'au dernier moment qu'on pouvait faire une révolution par un coup de surprise, et qu'une prise d'armes spontanée et simultanée par quelques centaines de jeunes gens, répandus par petits groupes dans tout le pays, suffirait pour soulever la nation ». Il va de soi que la critique faite aux Mazziniens peut être étendue aux anarchistes.

Que se passera-t-il, demande encore Bakounine, si le pouvoir détruit votre organisation ? Un soulèvement ? Ce serait magnifique, dit-il, « si vous pouviez avoir l'espoir de triompher. Mais pouvez-vous l'avoir ? Êtes-vous assez bien préparés, assez solidement organisés pour cela ? Avez-vous la certitude de soulever avec vous toute la Romagne, les paysans y compris ? Si oui, ramassez le gant qu'on vous jette. Mais si vous n'avez point cette confiance — je ne vous parle pas d'illusions, mais d'une confiance basée sur des faits positifs — alors de grâce, ayez la force de comprimer votre indignation naturelle, évitez une bataille qui devrait terminer pour vous en défaite. Rappelez-vous qu'une défaite nouvelle serait mortelle non seulement pour vous, mais pour toute l'Europe ».

La révolution n'était pas pour Bakounine un acte de violence de masse, c'était le renversement d'un ordre politique et social à condition de savoir ce qu'on voulait mettre à la



place : « Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement ; et plus cette imagination est vivante en lui, plus sa force destructrice devient puissante ; et plus elle s'approche de la vérité, c'est-à-dire plus elle est conforme au développement nécessaire du monde social actuel, plus les effets de son action destructrice deviennent salutaires et utiles. »

C'est une condamnation sans équivoque de l'insurrectionnalisme.

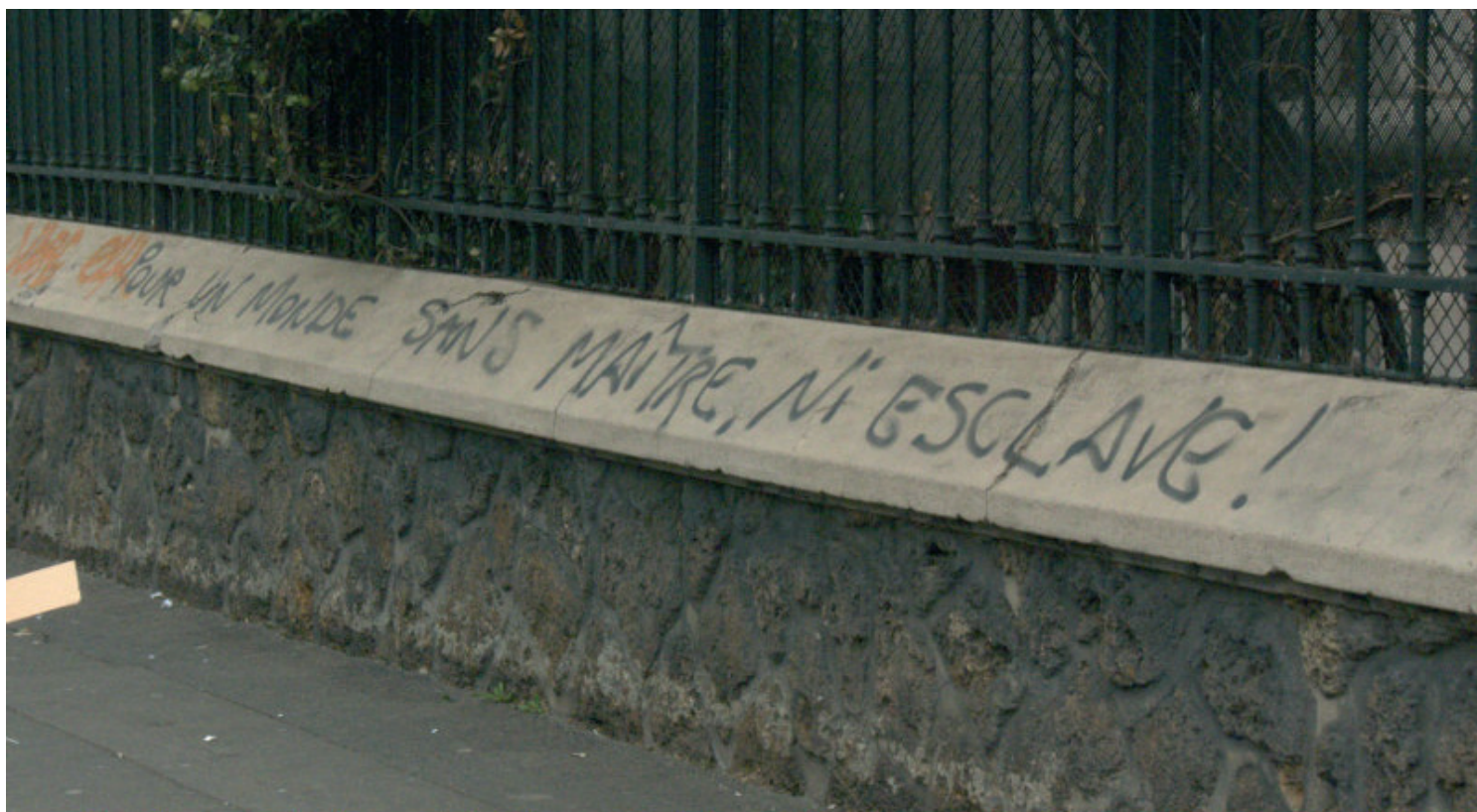
En octobre 1873, Bakounine écrit aux « compagnons de la Fédération jurassienne » une lettre extrêmement émouvante pour leur annoncer sa démission de l'AIT. « Depuis quatre ans et demi à peu près que nous nous connaissons, malgré tous les artifices de nos ennemis communs et les calomnies infâmes qu'ils ont déversées contre moi, vous m'avez gardé votre estime, votre amitié et votre confiance. Vous ne vous êtes pas même laissé intimider par cette dénomination de « Bakouninistes » qu'ils vous avaient jetée à la face. » Bakounine se réjouit dans sa lettre que ses amis aient remporté la victoire « contre l'intrigue ambitieuse des Marxistes, et au profit de la liberté du prolétariat et de tout l'avenir de l'Internationale ». Cette lettre fut écrite un an après la constitution de l'Internationale « anti-autoritaire ». Le révolutionnaire russe était fatigué, malade. Il pensait que l'Internationale n'a plus besoin de lui.

« Pour en agir ainsi j'ai beaucoup de raisons. Ne croyez pas que ce soit principalement à cause des dégoûts personnels dont j'ai été abreuvé pendant ces dernières années. Je ne dis pas que j'y sois absolument insensible ; pourtant je me sentirais encore assez de force pour y résister, si je pensais que ma participation ultérieure à votre travail, à vos luttes, pouvait être de quelque utilité au triomphe de la cause du prolétariat. Mais je ne le pense pas. »

Par sa naissance, dit-il, il n'est qu'un bourgeois, et comme tel il ne saurait faire autre chose que de la propagande théorique.

« Eh bien, j'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. » (Je souligne.)

Le propos est extrêmement clair : le temps est aux actes, c'est-à-dire à « l'organisation des forces du prolétariat », qui doit être « l'œuvre du prolétariat lui-même ». Bakounine conclut sa lettre d'octobre 1873 par une recommandation que les militants qui se lanceront dans les actions insurrectionnelles ou terroristes ignoreront :



« 1. Tenez ferme à votre principe de la grande et large liberté populaire, sans laquelle l'égalité et la solidarité elles-mêmes ne seraient que des mensonges.

2. Organisez toujours davantage la solidarité internationale, pratique, militante, des travailleurs de tous les métiers et de tous les pays, et rappelez-vous qu'infiniment faibles comme individus, comme localités ou comme pays isolés, vous trouverez une force immense, irrésistible, dans cette universelle collectivité. »

La « victoire de la liberté et de l'Internationale contre l'intrigue autoritaire », selon les termes de Bakounine, sera une victoire à la Pyrrhus. D'autant que, interprétant ces propos à leur manière, des militants italiens se lanceront dans des tentatives insurrectionnelles qui se termineront lamentablement et qui précipiteront l'effondrement de l'Internationale anti-autoritaire.

Deux mois plus tard les militants italiens constitueront en janvier 1874 le Comité italien pour la révolution sociale qui organisera plusieurs tentatives de soulèvements populaires organisés par de petits groupes de militants sans contact avec le prolétariat, voire même le « peuple » qu'ils étaient censés réveiller de sa torpeur, et en contradiction totale avec les injonctions de Bakounine.

Quelques militants italiens, parmi lesquels Malatesta et Cafiero, se lancèrent entre 1874 et 1877 dans des mouvements armés qui échouèrent, ou se terminèrent dans le ridicule. C'est ainsi que le 5 avril 1877, Malatesta, Costa, Cafiero, et une trentaine d'hommes armés investirent deux villages dans le Bénévent, à l'est de Naples, brûlèrent les archives et distribuèrent l'argent trouvé dans le bureau du receveur des impôts.

« Une petite bande armée, conduite par Cafiero et Malatesta, débarqua à l'improviste dans un des villages, annonçant que le monde va changer, qu'il s'agit d'abolir

l'État et la propriété dans la commune pour arriver ensuite à les abolir complètement. Bien accueillis par la population curé en tête, les internationaux s'emparent alors de la mairie, portent sur la place publique les archives et les titres de propriété auxquels ils boutent le feu. »

Il n'y eut aucune victime. La même scène se déroula dans plusieurs villages avec un accueil sans enthousiasme de la population. Nos révolutionnaires errèrent ensuite pendant quelques jours dans la campagne, transis de froid, et furent finalement arrêtés. Au terme de leur procès, les membres de l'équipée du Bénévent subirent même l'injure de se voir acquittés, ce qui montre à quel point ils ne furent pas pris au sérieux. Malgré le fiasco total de ce type d'action insurrectionnel, celle-ci semble avoir impressionné beaucoup d'anarchistes.

Pourtant, cinq années plus tôt, Bakounine avait prévenu ses amis italiens contre de telles initiatives : dans une lettre à Celsio Cerretti, il écrivit qu'« il ne faut pas que la révolution se déshonore par un mouvement insensé et que l'idée d'un soulèvement révolutionnaire tombe dans le ridicule ».

Le 3 décembre 1876, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* publie une lettre de Carlo Cafiero à Malatesta dans laquelle il déclare : « La Fédération italienne croit que le fait insurrectionnel, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace. » On peut dire que cette lettre est en quelque sorte l'acte de naissance de l'anarchisme, qu'elle invalide l'AIT comme structure de classe et l'établit comme groupe d'affinité – ce qui allait totalement à l'encontre des positions de Bakounine. Pour appuyer leur point de vue, les Italiens se fondaient sur certains textes que le révolutionnaire russe avait écrits à la fin de sa vie, mais en leur donnant un sens totalement contraire à ce qu'il avait dit.

L'action anarchiste est ainsi définie dans *Le*

Révolté, en 1880 : « La révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite [...] tout est bon, pour nous, qui n'est pas la légalité. » Il faut préciser que cette phrase, parue dans la revue que dirigeait Kropotkine, lui a été faussement attribuée – mais on peut à bon droit penser qu'il l'approuvait. Elle se trouve dans un article intitulé « L'action », non signé, dont Carlo Cafiero est l'auteur. Souvent citée, la phrase est tronquée, car dans les moyens d'action préconisés, après la dynamite, l'article ajoute : « Voire même, des fois, par le bulletin de vote, lorsqu'il s'agit de voter pour Blanqui et Trinquet, inéligibles... » Kropotkine ne prendra ses distances avec les attentats, et encore de façon très modérée et ambiguë, que lorsque le mouvement anarchiste lui-même prendra ses distances.

Le 14 juillet 1881, les anarchistes se réunissent en congrès à Londres pour tenter de réorganiser le mouvement : Kropotkine préside la séance. Ce congrès est parfois présenté comme un congrès de l'AIT, à tort. Il y a trente et un délégués représentant treize pays, un éventail qu'on ne retrouvera pas avant longtemps, mais qui ne signifie pas pour autant une masse importante d'adhérents. Des représentants de la Serbie, de la Turquie, de l'Égypte côtoient des délégués allemands, suisses, anglais, italiens, belges, français, hollandais, espagnols, russes et états-uniens. Se trouvent également présents des représentants issus de fédérations de l'Internationale anti-autoritaire, ce qui fit dire à tort que ce fut un congrès de l'AIT.

Deux motions sont votées : la première, qui ne sera jamais appliquée, prévoit la création d'un « bureau international de renseignements ». L'autre motion, se référant à l'AIT, rappelle que celle-ci avait « reconnu nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait ». La référence à

l'AIT était cependant faussée, car par «propagande par le fait» l'Internationale entendait la création de sociétés ouvrières, de mutuelles, de coopératives, de bibliothèques, etc. La motion propose de «propager l'esprit de révolte» et de porter l'action «sur le terrain de l'illégalité qui est la seule voie menant à la révolution»: «Les sciences techniques et chimiques ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre encore de plus grands à l'avenir, le Congrès recommande aux organisations et individus [...] de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences, comme moyen de défense et d'attaque.»

Il y a quelque chose de puéril dans de telles proclamations, qui font penser à des rododendres impuissants face à une situation à laquelle on ne peut rien changer. Pourtant, ces appels, qui favorisaient toutes les manipulations, allaient conduire aux pires dérives – la plus terrible étant l'attentat au théâtre à Barcelone, en novembre 1893, qui fit 80 victimes.

Les héritiers de la section espagnole de l'AIT, quand à eux, interpréteront l'appel à la «propagande par le fait» de manière parfaitement «orthodoxe», c'est-à-dire dans le sens exact où le terme avait été défini par l'AIT. En application de leur congrès de 1873, ils appelleront à soutenir les grèves, à créer des caisses de résistance, à organiser des manifestations, des meetings, des réseaux de coopératives de consommation, à créer des écoles, des bibliothèques, des centres éducatifs, des sociétés mutualistes et des bureaux de placement. Le fait est que la section espagnole avait été la seule à conserver un caractère d'organisation de masse.

Précisons que la répression anti-ouvrière en Espagne n'était pas moins féroce qu'en France. Malheureusement, dans les deux pays, les attaques destructrices contre l'organisation ouvrière ne viendront pas seulement de l'État ou des patrons, mais d'une partie du mouvement anarchiste lui-même. En France, les anarchistes communistes se montreront opposés à toute action revendicative qui ne mène pas directement à la révolution, et se couperont de fait du mouvement ouvrier.

Je conclurai en citant Gaston Leval: «Après avoir préconisé inlassablement des méthodes constructives qui sont demeurées ignorées de la totalité des anarchistes – peut-être y a-t-il quelques exceptions que je ne connais pas –, Bakounine, devant l'échec des tentatives révolutionnaires auxquelles il avait pris part et devant celui de la Commune, arriva à la conclusion que «l'heure des révolutions était passée». Il recommanda alors la «propagande par le fait», entendant ainsi les réalisations directes servant d'exemples. Mais la démagogie et la bêtise faisant la loi dans le mouvement anarchiste, la formule fut interprétée comme une recommandation des attentats individuels, qui n'avaient rien à voir avec la pensée du grand lutteur.»

Leval fait une allusion à la dernière lettre écrite par Bakounine à son ami Elysée Reclus, le 15 février. 1875. En fait Bakounine veut dire qu'un cycle révolutionnaire est passé et qu'une longue période de réaction commence. Il veut dire que la révolution n'est pas forcément à

l'ordre du jour tout le temps. Nous sommes maintenant, dit-il dans un cycle descendant, lors duquel «la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires ne se trouvent absolument pas dans les masses»: pendant de telles périodes, «on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien».

Conclusion

L'insurrectionnalisme, comme l'individualisme d'ailleurs, sont deux phénomènes très proches et qui peuvent s'analyser de la même manière. C'est, en gros, la théorie du saucisson. Alors que l'anarchisme est une doctrine exhaustive englobant une réflexion sur la société, sur la révolution, une théorie de la connaissance, une théorie de l'individu, etc., certaines personnes, dans une situation donnée, décident de s'extraire du corps de doctrine principal et de ne donner

La révolution sera l'œuvre des travailleurs rassemblés dans leur organisation de masse, ayant un idéal commun, une idée générale de son droit et une idée assez précise de ce qu'ils veulent construire.

l'accent que sur un aspect de la doctrine, nommant cette nouvelle trouvaille «anarchisme», et décidant que cette nouvelle tranche de saucisson est l'unique moyen de parvenir à l'émancipation. À cela s'ajoute sans doute une profonde méconnaissance des textes des auteurs anarchistes ou, ce qui est pire, une volonté délibérée de les falsifier.

On ne trouve absolument rien ni chez Proudhon ni chez Bakounine, qui puisse suggérer la moindre tentation à l'«individualisme»: bien au contraire, on y trouve de très sévères critiques. En revanche on y trouve, chez l'un comme chez l'autre, une théorie achevée de l'individu qui va beaucoup plus loin que tout ce qu'on peut trouver chez les auteurs «anarchistes individualistes» classiques.

La même chose peut être dite pour l'insurrectionnalisme. Un courant politique qui ambitionne de créer les conditions générales de l'émancipation de l'humanité ne peut pas espérer appliquer la même stratégie, de manière uniforme, en tous lieux et en tous temps. Il ne peut pas non plus exiger de toutes les personnes qui adhèrent à cette doctrine d'adopter les mêmes pratiques. On ne peut pas exiger d'une personne qui ne travaille pas d'être partie prenante d'une stratégie syndicale, par exemple. On sait qu'à un moment donné il faudra s'organiser pour défendre la révolution; il faut donc s'y préparer. Mais les militants qui veulent prioriser ce type d'activité peuvent s'entraîner, non pas en tapant sur les anarchistes en fin de manif, mais en protégeant les manifestations anarchistes auxquelles participent des camarades

qui n'ont pas de compétence pour se battre, des enfants, des personnes âgées, etc.

Bakounine a participé à quatre insurrections en trente ans. Il n'a jamais dit que les insurrections étaient inutiles, quoi qu'il ait dit à chaque fois qu'elles n'avaient aucune chance de succès – ce qui ne l'empêcha pas d'y participer. Il disait simplement qu'il était irresponsable, sinon criminel, d'envoyer des gens au casse-pipe pour rien. Et il disait que de toute façon, la révolution sera l'œuvre des travailleurs rassemblés dans leur organisation de masse, ayant un idéal commun, une idée générale de son droit et une idée assez précise de l'ordre social qu'elles veulent construire à la place de l'ordre ancien. Il disait qu'«un parti qui, pour arriver à ses fins, s'engage délibérément et systématiquement dans la voie de la révolution, se met dans l'obligation d'assurer la victoire.»

Lorsque Bakounine disait que le temps est «aux faits et aux actes» il voulait parler de «l'organisation des forces du prolétariat», qui «doit être l'œuvre du prolétariat lui-même». **R. B.**

1. «Lettres à un Français sur la crise actuelle», 1870.
2. Il existe un texte de Bakounine intitulé «Écrit contre Marx», dans lequel la dialectique de l'acquisition de la conscience politique par la classe ouvrière est remarquablement exposée.
3. Bakounine dit la même chose pour les travailleurs en grève: «Qui ne sait ce que chaque simple grève représente pour les travailleurs de souffrances, de sacrifices?» («Alliance révolutionnaire internationale de la démocratie socialiste.»)
4. Lettre à Ceretti, 13-27 mars 1872.
5. Ibid.
6. Ibid.
7. Lettre à Celso Ceretti, 13-27 mars 1872.
8. Bakounine, «Protestation de l'Alliance». 1871
9. «Lettre aux compagnons de la fédération jurassienne», première quinzaine d'octobre 1873.
10. Ibid.
11. Ibid.
12. Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne*, Canevas éditeur, p. 186.
13. Lettre à Ceretti, 17 mars 1872.
14. *Le Révolté*, 25 décembre 1880, cité par Jean Maitron.
15. Gaston Leval, *La Crise permanente de l'anarchisme*.
16. J'inclus, par principe, la dernière, celle de Bologne, à laquelle Bakounine participa en dépit des avertissements qu'il avait donnés contre les actes aventuriers, et qui, mal préparée, mal organisée, tourna à la farce: Bakounine dut s'enfuir déguisé en curé, portant un panier d'œufs. Fatigué, malade, dépressif, Bakounine explique sa participation à l'insurrection: «J'étais décidé à mourir», écrivit-il.
17. «Étatisme et anarchie», *Œuvres*, Champ libre, IV, 404.
18. «Lettre aux compagnons de la Fédération jurassienne», première quinzaine d'octobre 1873.

Qu'est-ce que la gestion directe ?

Fédération anarchiste

Texte rédigé en 1986

En 1981, la « gauche » porteuse d'espoir d'amélioration des conditions d'existence s'emparait des commandes de l'État. Cette expérience a fait la preuve de l'efficacité du clan des politiciens à laisser le chômage et les inégalités se développer. Belles promesses et projets généreux ont été rangés aux oubliettes du « réalisme » socialiste.

Face à la déception et à la grogne, tous les gouvernements tentent de nous faire croire que notre avenir de travailleurs est lié au sauvetage de l'économie des profiteurs. Mais qui peut avaler cela ?

Les dirigeants syndicaux peut-être, qui bradent leur indépendance, trompent leurs mandataires, dévoient leurs syndicats au nom de la « solidarité nationale » entre exploités et exploités, et tous ceux qui prêchent encore les bienfaits de l'austérité aux travailleurs désabusés.

Le revirement brutal de ceux qui, hier encore, mangeaient à la gamelle gouvernementale n'y changera rien. Le monde politique traditionnel est à bout de souffle.

Attention

Plus vite que nous le pensons, nous aurons à choisir. Dans la plupart des pays occidentaux, nous assistons au même phénomène. Au gré des élections, gauche et droite se succèdent sans que de véritables solutions soient apportées. Partout, le patronat durcit ses positions, les travailleurs paient la « crise » de leurs maîtres. Combien de temps encore ce jeu d'alternance durera-t-il avant qu'une droite totalitaire ou une gauche « musclée » balaie les derniers semblants de démocratie ?

Oublier l'histoire, c'est se condamner à la revivre. Devrons-nous attendre, en moutons résignés, l'avènement d'une dictature souhaitée par certains aujourd'hui, ou choisirons-nous la voie de la responsabilité et de l'égalité ?

La lutte pour la gestion directe

Que personne ne décide à notre place ! Organisons la solidarité et l'entraide entre les travailleurs contre les patrons et bureaucrates.

Préparons-nous à remplacer l'État, institution parasite et étouffante, par une organisation fédéraliste des différents secteurs de la société.

Demain, gérons nous-mêmes, directement, notre travail et nos cités. Supprimons les inégalités économiques et sociales.

Après l'échec à l'Ouest et à l'Est de toutes les doctrines autoritaires (démocratiques ou dictatoriales), luttons pour une société libertaire ; débarrassons-nous des patrons et des politiciens.

Les principes

Les principes de l'économie libertaire tels que les anarchistes les conçoivent sont clairs. Ils supposent : le fédéralisme, agent de coordination en remplacement de l'État, agent de coercition du système capitaliste ; l'abolition d'un système économique basé sur le profit, la plus-value et l'accumulation du capital ; la collectivisation des moyens de production et d'échanges ; l'égalité économique et sociale.

La limitation de l'autorité aux accords librement passés entre les participants à l'élaboration d'une économie directement gérée par les travailleurs.

Nous nous démarquons de cette autogestion mise à la mode par les chrétiens progressistes et les marxistes modernistes dont les thèses débouchent toujours sur des projets clairement cogestionnaires.

L'utilisation du terme gestion directe, pour définir notre proposition, semble plus appropriée.

La gestion directe, pour quoi faire ?

La participation à la gestion d'une entreprise n'a d'intérêt, pour un travailleur, que si elle transforme ses conditions d'existence. Gérer

une entreprise en commun, alors que cette entreprise conserve ses structures de classes, consisterait, pour les travailleurs, à gérer leur propre misère, leur propre exploitation. Ce qui confère à l'entreprise ses structures de classes, ce sont : la propriété privée de l'entreprise ; l'appropriation par le capital d'une plus-value que le travail de tous a créée ; les différences de rémunérations ; le maintien d'une autorité qui excède le cadre de la tâche à accomplir ; les privilèges de l'encadrement.

Demain, si dans l'entreprise autogérée, il reste des différences économiques, il se reconstituera une nouvelle classe dirigeante qui défendra, par tous les moyens, ses privilèges.

Les anarchistes pensent contrairement aux marxistes avec leur période intermédiaire, qu'il faut supprimer immédiatement tous les privilèges de classe sans exception.

Les travailleurs se demandent ce qu'ils peuvent gagner à la gestion de l'outil de production. Ils pèsent les avantages et les inconvénients qui en résulteront pour eux, et dont le principal est la responsabilité : c'est celui qui le fait le plus réfléchir, car celle qu'ils assureront sur le lieu de travail engagera celle de leur condition économique.

Nous touchons ici au problème humain, celui de l'homme devant la responsabilité, celui de la quiétude qui résulte d'une certaine servilité, surtout lorsqu'elle s'assortit de conditions d'existence économiques et morales acceptables. Mais une autre série de questions se pose au monde du travail. Elles ont trait à la maîtrise des moyens technologiques et des modalités de gestion. Quelles seront les conditions de production et de distribution ? Il est possible d'avancer deux raisons solides qui peuvent nous convaincre que les salariés auraient avantage à gérer la production. La première, c'est qu'ils répartiraient mieux le fruit de leur travail, ce qui est une raison purement économique, maté-

rielle. La deuxième raison est que cette prise en main concourt à l'épanouissement individuel. Mais pour que la gestion directe se traduise en actes, il faut que l'homme se débarrasse des coutumes consacrées par les siècles, il faut qu'il s'émancipe des préjugés.

La production devra être conditionnée par les besoins et non par le profit. La gestion directe implique, de fait, l'abolition du salariat et reste sous-tendue par une gestion globale et rigoureuse du système productif.

Il est important de souligner que si l'égalité économique est une condition nécessaire à la suppression des classes, elle n'est pas suffisante; la suppression de l'État doit l'accompagner sous peine de voir se recréer une classe dominante.

Cette société sans classe et sans État que nous proposons justifie la prise en main, par les travailleurs, des moyens de production et d'échange, par la population entière la prise en main de la distribution des affaires communales, régionales nationales et internationales par une organisation fédérale adaptée à toutes les situations. Bien évidemment, la gestion directe dépasse ici le cadre strict de l'économie et se généralise à tous les domaines de la vie (cadre et conditions de vie, culture, etc.). Le but du fédéralisme libertaire est de coordonner, d'organiser la vie en société en supprimant tout pouvoir. C'est pour cela que les théoriciens anarchistes, et, à leur suite ceux qui se réclament de l'anarchisme, ont toujours justifié la nécessité de l'organisation.

La coordination sans État

C'est souvent le manque d'organisation structurée qui permet au premier quidam venu d'imposer son autorité et d'être proclamé, suivant les époques: roi, ayatollah ou président. Le fédéralisme libertaire reconnaît, dans toute société, une multitude d'individus et collectivités ayant chacun des aspirations particulières et un rôle propre. C'est pourquoi, l'autonomie la plus large doit être reconnue à chacun, ainsi que la possibilité de s'organiser, de se gérer et de s'administrer comme bon lui semble sans qu'un organe supérieur lui dicte ce qui est bon ou juste. L'autonomie a, bien sûr, ses limites, qui sont le respect de la cohésion de l'ensemble de la société et le non-exercice du pouvoir d'un groupe sur un autre.

Nous voyons donc que contrairement à l'organisation étatique, l'autonomie ou la liberté d'autrui n'est nullement une borne. Mais cette autonomie n'est pas suffisante; l'entraide est nécessaire. Elle exige de chacun que le contrat librement consenti d'égal à égal remplace la loi édictée et imposée par un seul. Elle exige également que chacun (collectivité et individualité) participe aux décisions communes. Ces différents facteurs combinés transformeraient notre vie de façon radicale en remplaçant le pouvoir de quelques-unes sur tous par une organisation

**LE POUVOIR EST TRANQUILLE
SA MACHINE ELECTORALE , IL L'A CONSTRUITE LUI-MÊME**

**BATTONS-NOUS SUR NOTRE TERRAIN
L'OCCUPATION DES USINES**



**GESTION DIRECTE
DES MOYENS
DE PRODUCTION
ET DE DISTRIBUTION
PAR LES TRAVAILLEURS
EUX-MÊMES !**

**NI PATRON, NI ÉTAT.
GRÈVE GESTIONNAIRE
EXPROPRIATRICE.**

Fédération Anarchiste
145, RUE AMELOT PARIS 75 011

qui, seule, est à même de composer la société sans la paralyser.

La grève expropriatrice gestionnaire

C'est pendant la période où l'État, les directions syndicales et politiques, sont désemparés par un mouvement social de grande ampleur, que l'action décisive est possible. C'est l'instant où, d'une grève revendicatrice, de refus, la grève doit devenir expropriatrice et gestionnaire. Expropriatrice, en refusant de céder les profits aux patrons. Gestionnaire: une fois le patron mis à la porte, il faut continuer la production, trouver les débouchés, repenser une économie dont le moteur n'est plus le profit, mais la satisfaction des besoins.

C'est l'instant de la chance révolutionnaire; ce qui est rejeté et le but à atteindre doivent être clairement définis. Entre ces deux pôles de la réflexion, quelques idées-

forces qui s'inspirent de la conjoncture, et qui varieront avec elle, détermineront les choix. Parce que nous sommes pour la maîtrise totale de l'économie par les travailleurs, nous refusons les systèmes capitalistes, libéral et étatique. Nous voulons établir l'égalité économique et bâtir une organisation de la société débarrassée de l'État.

La grève gestionnaire nous semble, dans l'état de complexité de l'économie moderne, un des moyens les plus efficaces pour arracher aux classes dirigeantes et à l'État les instruments de production et d'échange. C'est donc, à partir des réalités de notre temps que nous poursuivrons notre œuvre de libération sociale, ce qui confère à l'anarchisme son originalité, car, contraire à tous les dogmes, il est une adaptation constante de la proposition théorique aux conditions sociales d'aujourd'hui.

FA.

Chronique du critique influent

La revue *Le Musée du soir* éditée en volume



NOUS AVONS DÉJÀ EU L'OCCASION d'évoquer longuement en ces colonnes l'itinéraire des frères Berteloot, qui ont assumé pendant douze ans la publication de la revue ouvrière *Le Musée du soir*, ainsi que les difficultés matérielles pour mener à bien une telle entreprise: tout se passait «après l'bout», comme disait Maurice Lime, sans grands moyens, sans grand matériel¹.

Aujourd'hui, alors qu'ils pourraient tranquillement cultiver leur jardin en bons retraités rangés, lesdits frères Berteloot ont entrepris de rassembler les exemplaires de leur revue, non sans mal; il leur a fallu quasiment reconstituer la «collection», numéro par numéro. C'est chose faite aujourd'hui. Ils sont à même de proposer le recueil des troisième et quatrième séries du *Musée du soir*, soit dix-huit fascicules. Entièrement fait maison et cousu main, messieurs-dames (ce qui ne signifie pas en amateurs) comme en 1957, sauf que l'ordinateur a remplacé la vieille presse... Au résultat, 720 pages avec, comme l'écrit non sans fierté Paul Berteloot, «une élégante reliure».

Le «prière d'insérer» tient en... huit pages et mériterait à lui seul de sortir en brochure; il rappelle, grâce à un texte de René Bonnet, l'histoire du *Musée du soir*, tel qu'il a été conçu par Henry Poulaille dès mai 1934; il précise ensuite l'historique de la revue, pour conclure avec un texte de René Berteloot: «L'esprit du *Musée du soir*», qui rappelle les prises de position de la revue. «Nous ne prétendons pas régénérer les Lettres. Mais à côté de la littérature officielle, nous voulons continuer celle d'un caractère essentiellement humain. Nous avons notre mot à dire, ne fût-ce que par l'authenticité de nos témoignages, qui est, à notre sens, la plus importante qualité de l'écrivain.»

Constat actuel? «Le prolétaire n'est plus celui qu'a si bien décrit Henry Poulaille [...]. Mis en condition par la télévision, la radio, la presse au service des possédants et de nos exploités, les travailleurs ont perdu la conscience de classe. Ils ont perdu confiance en leur identité et leur force.» Et de rappeler la filiation logique entre *Le Musée du soir* et l'Association pour la promotion de la littérature ouvrière (Aplou): «L'Aplou, née de l'initiative des mêmes animateurs convaincus de l'existence de la littérature prolé-

tarienne et de son rôle à jouer, revendique les mêmes positions que la revue et réaffirme sa volonté de contribuer à la promotion de cette littérature prolétarienne en utilisant son site Internet.»

Le lecteur retrouvera au fil des pages les noms d'Henry Poulaille, René Bonnet, Constant Malva, Louis Lanoizelée, Michel Ragon, Jean Prugnot, Jules Mougin.

L'ouvrage est mis en vente depuis le 1^{er} avril, par souscription. Toutefois, un exemplaire (pour l'instant), sera disponible à Publico, ainsi que des bulletins de souscription³.

Jean-Dominique Gautel

1. *Le Monde Libertaire* n° 1748 (10-16 juillet 2014): De la pierre humide à Internet.

2. www.litteratureouvriere.fr. On y trouvera l'article de Bonnet évoqué dans l'article ainsi que celui de René Berteloot.

3. Il est bien sûr possible de souscrire en ligne. Voir note 2.

Les anarchistes de Wall Street

IL FAUDRAIT avoir déjà apprécié le livre de David Graeber – *Comme si nous étions déjà libres* (Lux éd.) – pour, avec le livre de Mark Bray – *Occupons Wall Street* – continuer sur la lancée; ce, afin d'approcher au plus près cette aventure nord-américaine encore actuelle où les idées et les pratiques libertaires sont largement présentes. En effet, ce mouvement s'est montré tout autant anticapitaliste qu'antiautoritaire et a été animé par une importante minorité de militants anarchistes au milieu d'une masse de sympathisants de la gauche réformiste de ce pays qui se satisfait, elle, tout simplement, d'une plus grosse part du gâteau. Or, ce que veulent les libertaires, c'est gérer, collectivement, toute la boulangerie.

Ces événements se déroulaient il n'y a pas si longtemps. Commencé le 17 septembre 2011, l'action se prolongera, nous n'en doutons pas, en de multiples répercussions.

Rappelons que le 1^{er} octobre 2011, 700 personnes furent arrêtées sur le pont de Brooklyn alors qu'elles empêchaient la circulation. Ainsi, en ce début de siècle, l'anarchisme donné pour moribond par nombre d'historiens, a paru, le temps d'une action d'envergure, renaître de ses cendres devant des journalistes plutôt déconcertés, des journalistes nord-américains, incapables de réfléchir au-delà des schémas de la culture dominante et encombrés de modes de pensée convenus. Ils étaient bien en peine de comprendre les militants d'Occupy Wall Street qui n'exprimaient pas, semblait-il, de revendications claires, pas de projet électoral, qui n'avaient pas de leaders (ou alors beaucoup) et, de plus, ces gens occupaient des lieux improbables et sans signification particulière.

Ce livre, résultat de 192 entretiens menés lors d'une enquête sur place et tout en suivant l'action, décortique, militant par militant, cette réalité. Forte présence anarchiste, disons-nous; Encore faut-il préciser que ce qualificatif abrite des réalités diverses que Mark Bray s'emploie à nous faire découvrir.

L'auteur explique assez minutieusement le fonctionnement des assemblées générales largement ouvertes, moins fréquentées par les militants que par des « touristes »; les mili-

tants préférant s'investir dans des « commissions » (presse, ravitaillement, sanitaires, etc.). Cependant, ces lieux de parole sont lieux de conflit; et l'auteur nous guide au travers les différentes façons qui permettent d'aboutir au consensus; il nous décrit, en particulier, quand le public est nombreux et qu'il n'y a pas de haut-parleur, une façon originale de se faire entendre, ce qu'il nomme « le micro du peuple »: une technique de communication où un individu répète à voix forte, à la cantonade, ce que vient de dire un des participants.

Tout un chapitre, « Traduire l'anarchie », est consacré à une attitude relativement générale des militants – une sorte d'accord tacite –, pour ne pas dévoiler franchement leur qualité d'anarchiste car, écrit l'auteur, « si j'avais employé le mot « anarchiste » dès le départ, beaucoup auraient immédiatement fait la sourde oreille ».

Il s'agissait donc de « traduire », de dire les choses autrement, car il est inutile de prendre les gens à rebrousse-poil. On peut voir là une volonté de convaincre et une grande attention à l'opinion, à la société civile.

Mark Bray fait remarquer l'absence de black blocs violents à Occupy Wall Street New York. Il cite Graeber qui avait écrit que les anarchistes qui ont lancé Occupy Wall Street « avaient collectivement décidé d'adopter une stratégie de non-violence inspirée de Gandhi, et de refuser la destruction des biens matériels » car cette dernière façon étant inappropriée à la situation du moment.

Si la diversité des formes d'action est prônée, « c'est selon leur efficacité que l'on devrait évaluer les tactiques ». En ce sens, nos camarades américains sont allés beaucoup plus loin que nous dans la réflexion sur, par exemple, deux thèmes :

1. Le « non-violent » manquerait de radicalité tandis que le « violent » ferait le jeu de la répression.

2. Le « non-violent » serait « facilement récupéré par le pouvoir en place pour renforcer l'ostracisme de ceux qui choisissent l'action directe « violente » ».

Il en est d'autres...

Mark Bray écrit : « Si vous pensez que casser une vitrine est un acte politique qui vaut la peine d'être

accompli, alors vous devriez être conscient qu'il est considéré comme violent par la grande majorité de la population, que vous le vouliez ou non. »

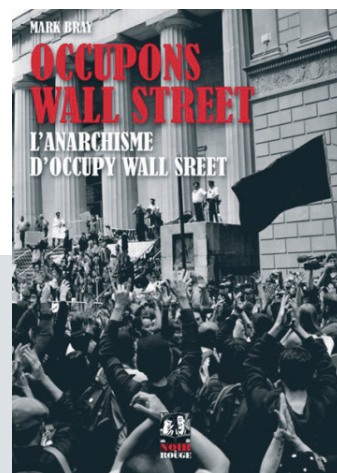
Les anarchistes américains, adeptes de l'horizontalité, de l'action directe, aux pratiques extraparlimentaires font preuve d'une imagination créative porteuse d'avenir. Et, à propos d'action directe, Mark Bray n'hésite pas à citer Voltairine de Cleyre : « Toute personne qui a déjà envisagé de faire quoi que ce soit et qui a essayé de le faire et a réussi ou qui a exposé un projet à d'autres et a obtenu leur coopération pour le réaliser, sans passer par des autorités extérieures pour les prier d'agir à leur place, a pratiqué l'action directe. »

Mark Bray renchérit à ce sujet en parlant de quintessence d'une politique préfigurative et, citant encore Graeber qui pense que lorsqu'on est capable de faire quelque chose on doit agir « comme si l'État n'existait pas ».

Et moi je vous dis : « Chaque jour est un commencement, l'espérance libertaire est vivante. »

André Bernard

*Cercle Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste*



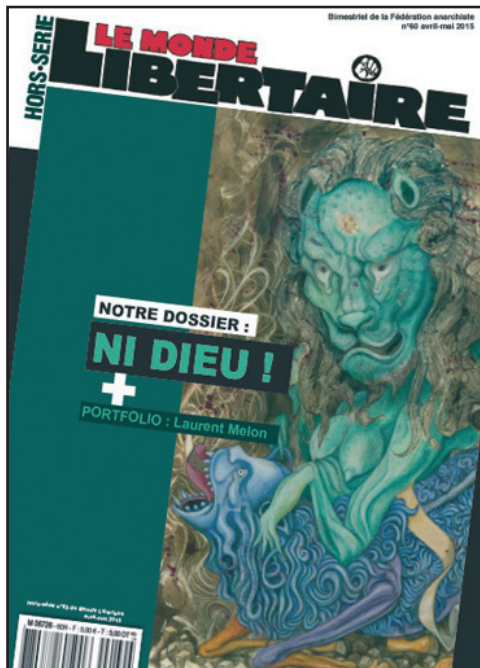
Mark Bray, *Occupons Wall Street. L'anarchisme d'Occupy Wall Street*, Éditions Noir et Rouge, 2014, 228 pages.

À tous! À tous! À tous!

Le Monde libertaire hors série numéro 69 est désormais sorti des presses et présent dans tous les bons kiosques de France et de Navarre.

Vous y trouverez notamment un dossier intitulé «Ni dieu!» traitant de l'histoire et de l'actualité de l'athéisme ainsi qu'un chouette porte-folio de l'artiste libertaire Laurent Melon.

À vos kiosques, vos boîtes aux lettres ou vos librairies ! Et bonne lecture !



L'AUTONOMIE

WWW.CONSTRUIRELAUTONOMIE.ORG

CONSTRUIRE

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE

DIMANCHE 26 AVRIL 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)
Le Rojava (Kurdistan), un territoire en révolution

MERCREDI 29 AVRIL 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)
Le Chiapas (Mexique) et l'autonomie zapatiste

MARDI 5 MAI 2015

20 HEURES – BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS
Pour une abolition anarchiste du salariat

SAMEDI 9 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)
L'autonomie du prolétariat et de ses luttes

MARDI 12 MAI 2015

19 H 30 – CENTRE INTERNATIONAL DE CULTURE POPULAIRE
L'antifascisme anarchiste aujourd'hui

SAMEDI 16 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)
Le rôle du racisme et l'offensive xénophobe

DIMANCHE 17 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)
Luttes sociales féministes

MERCREDI 20 MAI 2015

19 H 30 – BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE LA RUE
L'émancipation des femmes au Chiapas et au Rojava

RÉUNIONS PUBLIQUES ORGANISÉES ET ANIMÉES
PAR LES GROUPES REGARD NOIR ET SALVADOR-SEGÚI DE LA FA

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 17 avril

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo et débat. Peut-on imaginer un bon patron? Un travail d'usine joyeux? Projection du film *Paroles de Bibs* de Jocelyne Lemaire-Darnaud (2001).

Samedi 18 avril

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Patric Jean autour de son livre *Les hommes veulent-ils l'égalité?* (Editions Belin). Quelles pistes nous sembleraient utiles pour que les hommes puissent s'engager dans ce combat pour l'égalité? Comment pouvons nous envisager la participation des hommes aux luttes féministes? Débat public ouvert aux hommes et aux femmes à l'initiative de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire et du groupe Pierre-Besnard de la FA.

Rouen (76)

14 heures — 21 heures. Journée du livre libertaire

15 heures. Débat avec Jean-Pierre Tertrais: décroissance et transition énergétique.

16h30. Débat avec Guillaume Davranche autour de son livre *Trop jeunes pour mourir (ouvriers et révolutionnaires face à la guerre)*.

18 heures. Débat avec Emmanuel Daniel autour de son livre *Le Tour de France des alternatives*.

19h30. Apéro Musical (musiques et chants du Kurdistan). Tables: Libertalia, Éditions du Monde libertaire, Éditions libertaires, Chant d'orties, CNT, Alternative libertaire, Ferme des Bouillons, Échelle inconnue, Troplain. Halle aux toiles, place de la Haute-Vieille-Tour. Entrée libre.

Mercredi 22 avril

Limoges (87)

18 heures. Conférence de Christian Pataud, un anarchiste à la libération

de Limoges. Témoin privilégié, il analyse le contexte de ces moments historiques, afin de nous aider à nous débarrasser de nos idées toutes faites sur cette période trouble. Organisé par le Cira-Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), avec le soutien du groupe Armand-Beaure de la Fédération anarchiste. Salle de conférences de la BFM, 2, place Aimé-Césaire, Limoges. Entrée libre.

3^e festival du documentaire d'auteur social et politique dans le 62



BOBINES REBELLES

2015

vendredi 17 et samedi 18 avril

23 Avenue Jean Jaurès à LIEVIN

>>>> Le LAG
le Lieu autogéré

Projections, débats, rencontres
avec les réalisateurs-trices...

libre participation aux frais

<http://lelag.fr> - contact@lelag.fr



FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

MAREA GRANATE PARIS

AVEC LA COLLABORATION DU GROUPE SALVADOR-SEGUÍ (FA)

DIMANCHE 19 AVRIL 2015

RENCONTRE-DÉBAT AUTOUR DU DOCUMENTAIRE

CIUTAT MORTA

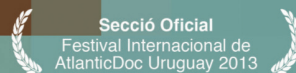
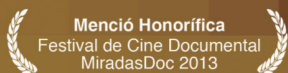
réalisé par
Xavier Artigas et Xapo Ortega

Barcelone, nuit du 4 février 2006, dite « 4F ». Dans les environs d'un bâtiment squaté se déroule une intervention très violente des forces de police. Cette nuit fatidique donne lieu à des arrestations et des incarcérations arbitraires, accompagnées de manipulations policières ayant abouti, cinq ans plus tard, au suicide d'une des emprisonnées, la poétesse Patricia Heras. Avec la complicité des médias et des institutions, cette affaire d'impunité policière et d'injustice sociale restera sous silence jusqu'à la diffusion de ce film à la télévision catalane le 17 janvier 2015.

15 H 45 : ACCUEIL

16 HEURES : PROJECTION

18 H 20 : DÉBAT AVEC LE RÉAL XAVIER ARTIGAS



À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

145, RUE AMELOT, PARIS – MÉTRO RÉPUBLIQUE